

**Situation du marché de l'emploi dans la
Grande Région
Sarre
Lorraine
Luxembourg
Rhénanie-Palatinat
Wallonie, Communauté germanophone de
Belgique**

Rapport
Septembre 2001

La mission

Situation de départ et définition de la mission

Le projet " Evaluation du matériel statistique " constitue une première étape d'analyse dans le cadre de l'établissement de l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi. La création d'un tel observatoire a été décidée, sur proposition du Comité économique et social de la Grande Région (CESGR), lors du 4ème Sommet des Exécutifs de cette dernière le 19.11.1998 et s'est vue concrétisée à l'occasion du 5ème Sommet de la Grande Région le 03.05.2000. L'Observatoire interrégional du marché de l'emploi a pour objectif de réunir les informations relatives au marché du travail dans la Grande Région, de les comparer et de les interpréter, afin d'en déduire des conclusions structurelles et de politique d'emploi pour la Grande Région. D'un point de vue du contenu, les missions de l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi se divisent en deux volets conjoints :

A : statistiques du marché du travail,
B : analyse du marché du travail.

La définition exacte des travaux confiés à l'Observatoire est laissée aux responsables politiques de la Grande Région, la présidence du Sommet assurant de son côté une fonction de coordination, au travers d'un groupe de travail spécifique assurant la fonction de comité de pilotage de l'observatoire.

Concernant l'analyse du marché du travail (volet B), un réseau d'instituts spécialisés de la Grande Région a été mis en place, permettant d'assurer dès le départ l'aspect interrégional du travail. Ce réseau se compose des acteurs suivants :

Sarre et Rhénanie-Palatinat	INFO-Institut
Lorraine	CRD des EURES Transfrontaliers de Lorraine OREFQ
Luxembourg	ADEM EURES
Wallonie	Observatoire wallon pour l'emploi
Communauté Germanophone de Belgique	Abeo Ostbelgien

L' INFO-Institut a été chargé de la coordination du travail du volet B.

(La présentation des instituts est détaillée en annexe).

Objectifs poursuivis et résultats attendus

L'analyse du marché du travail consiste à étudier et à évaluer le matériel statistique au niveau des aspects spécifiques du marché du travail interrégional, en collaboration avec les offices de statistiques et les administrations du travail de la Grande Région.

L'objectif vise à fournir une analyse différenciée et, dans la mesure du possible, un pronostic sur le développement et l'interdépendance du potentiel de main d'œuvre disponible dans la Grande Région. Il s'agit d'identifier les secteurs de croissance et les branches en crise et d'établir la tendance observée en matière de demande de main d'œuvre.

La première phase d'analyse consiste à évaluer le matériel statistique existant et à réaliser une analyse structurelle du marché du travail, notamment en fonction des secteurs économiques.

Cette première analyse fournira la base des étapes ultérieures de l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi. Elle constitue ainsi un sous-projet au sein du cadre général.

Le projet devrait permettre d'établir des données comparatives, différenciées et actuelles sur la situation du marché du travail dans la Grande Région. Ces informations seront mises à la disposition du public sous la forme d'une première analyse structurelle du marché du travail. Cette dernière doit ainsi contribuer au développement structurel sur le marché du travail dans la Grande Région.

La mise en œuvre

Le projet " Evaluation du matériel statistique " est divisé en trois étapes. La première phase a consisté à réunir les données disponibles sur le marché du travail dans la Grande Région. A cette fin, le groupe de travail (réseau d'instituts) a pris contact avec les institutions du volet A (statistiques du marché du travail) de la Grande Région. Les problèmes d'enquête et de matériel statistiques ont également été évoqués à cette occasion. Bien qu'ils soient liés en premier lieu directement au volet A, ces problèmes ont également une influence sur l'analyse et jouent par conséquent un rôle non négligeable. Un chapitre propre leur est donc consacré.

La deuxième étape a consisté à analyser les données existantes et à établir sur leur base le présent rapport structurel (troisième étape).

Une partie importante du projet a été consacrée à la création du réseau lui-même et, par-là même, à la réunion d'expériences de coopération scientifique interrégionale. Cette collaboration entre les différents instituts participants s'est effectuée sur la base d'une compétence régionale, aussi bien en matière de collecte que de sélection et d'analyse des données. La coopération du réseau a été essentiellement " virtuelle " grâce à l'utilisation des moyens de communications modernes. Un certain nombre de réunions de travail communes " réelles " a néanmoins eu lieu. Les principes directeurs de l'analyse ont été déterminés et décidés conjointement dans le cadre de ces réunions. La structure du réseau s'est développée de telle sorte au cours du projet que l'on peut constater aujourd'hui l'existence d'un réseau renforcé.

Le présent rapport est le résultat du travail commun de tous les instituts participants.

SOMMAIRE

Situation des données statistiques sur le marché de l'emploi de la Grande Région5

I. Population8

- Une population de 11,2 millions, soit 3% de la population européenne9
- Les femmes, composante majoritaire de la population9
- Solde naturel, solde migratoire : des disparités interrégionales10
- Des projections de population plutôt pessimistes à l'horizon 202012
- Une population qui vieillit12

II. Taux d'activité et taux de chômage16

- Progression du taux d'activité chez les femmes17
- Activité masculine plus faible en Lorraine et en Wallonie17
- Réduction des taux d'activité des jeunes18
- Baisse significative du nombre de chômeurs depuis 1999...19
- ...mais une proportion de chômeurs de longue durée encore élevée,
particulièrement en Sarre et en Wallonie20
- Au final, le taux de chômage s'établit à 9,1% pour la Grande Région en 1999 ...22
- Ecart des taux de chômage hommes/femmes particulièrement bas en Sarre
et en Rhénanie-Palatinat23
- Une nette sélectivité du chômage à l'égard des jeunes en Lorraine et en Wallonie,
une sélectivité plus faible en Allemagne23

III. La situation des frontaliers dans la région Saar-Lor-Lux -Rhénanie-Palatinat-Wallonie26

IV. L'emploi par secteur économique30

- Création de plus de 300 000 emplois ces 8 dernières années31
- Progression de l'emploi dans le secteur des services33
- Dans la Grande Région, le changement structurel se déroule de manière inégale ...35
- Le secteur des services emploie majoritairement des femmes37
- De plus en plus de femmes travaillent à temps partiel38
- La structure du secteur des services - Un instantané de la situation39

ANNEXES43

- L'enquête communautaire sur les Forces de travail (EFT) : concepts de base et définitions ...44
- Eclairage sur l'allocation chômage47
- Allocation Chômage - quelques éléments de comparaison pour la Grande Région
à la date de janvier 199948
- Réseau des institutions concernées dans la Grande Région50
- Eléments statistiques51

Situation des données statistiques sur le marché de l'emploi de la Grande Région

Remarque préliminaire

L'objectif de la première phase de l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi consiste à faire un inventaire et une évaluation des données statistiques existantes dans la Grande Région sur le thème du „marché de l'emploi". Une première analyse permettra d'établir les tendances générales et constituera la base pour les analyses du marché de l'emploi ultérieures.

Les relevés primaires statistiques et l'établissement des rapports statistiques conformes aux lois nationales régissant les statistiques, tâches réalisées par les offices statistiques de la Grande Région qui coopèrent dans le cadre du volet A de l'Observatoire Interrégional, sont capitaux.

Cette étude s'appuie sur les données rassemblées par les différents offices statistiques et publiées pour la dernière édition dans " l'annuaire statistique 2000 Sarre-Lor-Lux-Rhénanie-Palatinat-Wallonie ". Etant donné les objectifs ambitieux qui devront à moyen terme être atteints par l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi, une base de données la plus large et la plus homogène possible est essentielle pour tout travail ultérieur. Ceci a été expressément souligné lors de la troisième réunion du groupe de travail spécifique de la Présidence en vue de la préparation du VIème Sommet de la Grande Région. Il faudra compléter ces résultats et les comparer, afin de tenir à jour et d'élargir cette base de données dans la mesure du possible. Ce premier rapport donne un aperçu provisoire sur ces démarches.

Approche méthodologique

Dans un entretien préliminaire avec les offices statistiques de la Grande Région, il est apparu qu'au niveau de la coopération interrégionale a lieu actuellement une phase de restructuration et de réorientation, de sorte qu'en dehors des données fournies par l'annuaire statistique, on ne dispose pas pour l'instant de données supplémentaires et comparables au niveau de la Grande Région. Puisqu'on ne pouvait pas recourir à d'autres travaux pour le volet A, le groupe de travail s'est vu obligé d'entreprendre de manière autonome une collecte des données pour chaque région. Par conséquent, en accord avec les institutions concernées, une enquête commune a été réalisée.

Les points principaux de cette enquête sont les suivants :

- Répartition par classe d'âge
- Données relatives aux femmes
- Données relatives aux salariés plus âgés
- Données relatives à l'emploi
- Répartition par secteur économique et par branche économique

Ce choix s'appuie sur les lignes directrices européennes de la politique de l'emploi et les indicateurs choisis pour cela.

Cette procédure standardisée avait pour objectif de rassembler des données autant que possible comparables, sans toutefois influencer la qualité des données initiales, puisqu'on ne pouvait recourir qu'aux données fournies par les différentes régions.

Finalement, cette première phase a permis de tester les conditions générales et les possibilités d'une analyse interrégionale du marché de l'emploi dans la Grande Région.

Dans ce contexte, les instituts du réseau concernés se sont donc chargés au niveau régional de la collecte des données et ont été à leur tour soutenus par les différentes sources statistiques compétentes.

Problèmes statistiques pour la collecte des données

Malgré un système de collecte des données uniforme, on obtient une comparaison assez approximative des différentes régions, tant au niveau de la disponibilité que de la comparaison des données. Ainsi, il n'est fait état de la Communauté germanophone de Belgique ni dans les publications des offices statistiques de la Grande Région, ni dans les collections officielles, par exemple Eurostat. Il existe des différences importantes entre les règlements nationaux qui régissent la statistique officielle (ex : procédure d'enquête sur les données). On trouve aussi des différences au niveau des définitions (ex : taux d'emploi/taux d'activité - Beschäftigungsquote/Erwerbstätigenquote/Erwerbsquote) et des problèmes de délimitation (ex : différentes catégories de chômeurs). A cela s'ajoute des ruptures quand apparaissent des changements dans les règlements juridiques sur de longues périodes (ex : rédéfinition des différentes catégories de demandeurs d'emploi en France en 1995).

Par ailleurs, l'uniformisation des normes, comme par exemple le système de classement par branches économiques dans la Communauté Européenne (NACE), ne garantit pas forcément la comparaison des données. En effet, on manque actuellement encore de normes obligatoires au niveau national qui puissent permettre de classer les différentes entreprises par branche économique. Cela pose notamment un problème pour les entreprises qui ont des activités diversifiées. Ici, l'introduction d'un système de classification unique au niveau européen pourrait aussi apporter des améliorations au niveau de la classification des entreprises. Ce sont les raisons pour lesquelles la comparaison des données souffre encore de lacunes importantes. Les grilles de données classées par régions sont disponibles dans la documentation ci-jointe. Pour conserver l'interêt de la comparaison des données, la période de 1997 à 2000 et 1992 a été choisie.

Pour pouvoir obtenir, du moins en partie, des données plus harmonisées, le réseau des instituts a pris contact avec Eurostat.

Dans le cadre de la statistique régionale au niveau des NUTS (Nomenclature des Unités Territoriales dans l'union Européenne), des données détaillées, harmonisées pour une partie des indicateurs choisis (les grilles de données classées par régions sont jointes à la documentation) sont possibles au niveau des différentes sous-régions de la Grande Région (Luxembourg = niveau national ; Sarre, Rhénanie-Palatinat et Wallonie = NUTS 2 ; Lorraine = NUTS 3).

La Communauté germanophone de Belgique n'a pas d'identité autonome dans les sources officielles. Ici on a eu seulement recours aux données établies par les partenaires du réseau. Dans l'objectif d'une étude comparable, on n'a pas pu toujours avoir recours à des données même pour cette région. De même les unités de référence ne sont pas identiques. Pour le calcul sur la base d'unités comparables, on a utilisé exclusivement les données harmonisée d'Eurostat pour la région wallone.

Afin d'obtenir une série chronologique comparable, les chiffres des années 1992 et 1997-2000 ont été regroupés.

Les données reposent, à l'exception de la statistique sur la population, sur les résultats de l'enquête de la Communauté européenne sur les forces de travail (EFT), sur les données rassemblées uniformément dans cet objectif spécialement pour l'ensemble de l'Union européenne, ce qui garantit une comparaison des données importante, bien que comme, pour toute enquête des erreurs ne sont pas exclues.

L'objectif statistique principal de l'enquête sur les forces de travail est de répartir la population apte au travail en trois groupes distincts et exhaustifs (personnes actives, chômeurs et personnes non-actives) et de fournir des données descriptives et explicites de chacun de ces groupes.

L'office statistique de la Communauté européenne a organisé, à partir de 1960, une enquête statistique commune dans les états membres sur les forces de travail, qui a lieu annuellement depuis 1992 sous forme d'un sondage sur un échantillon de ménages choisis. La base de données sur les forces de travail contient des informations sur environ 700 000 ménages par an.

Sur cette base, des données harmonisées dans les domaines suivants sont disponibles :

- Le recensement de la population - répartition par classe d'âge
- Le nombre d'emplois - répartition par sexe et par âge
- Taux d'emploi - répartition par sexe
- Le taux d'activité - répartition par sexe et par âge
- PIB en million d'Euro / Ecu
- Nombre de chômeurs et taux de chômage - répartition par sexe et par âge
- Répartition de l'emploi en fonction des secteurs économiques.

Cette procédure est certes une mesure appropriée pour fournir à court terme des premières analyses et montrer les tendances du marché de l'emploi dans la Grande Région.

En revanche, pour une analyse du marché de l'emploi différenciée, étant donnée la diversité des problèmes statistiques, il est indispensable d'intensifier la coopération (cf. volet A) de l'Observatoire de marché de l'emploi interrégional. Cela vaut aussi pour l'évolution et la mise en place de systèmes de prévision appropriés.

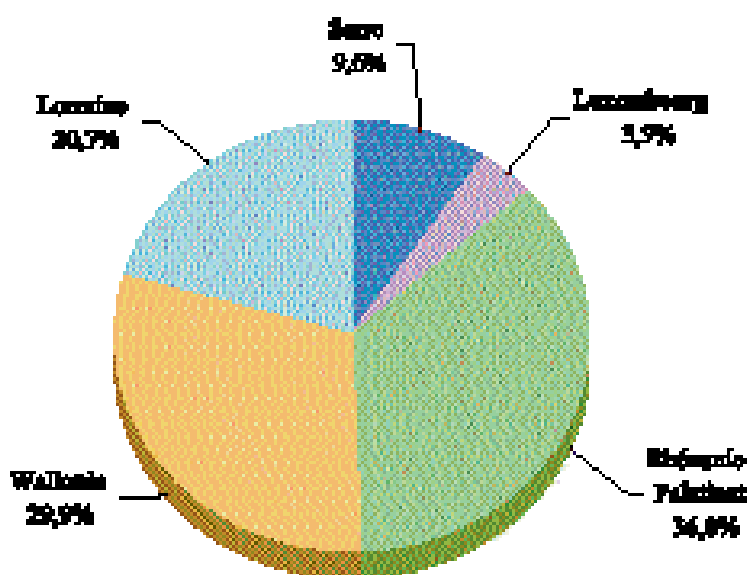
POPULATION

I. Population

Une population de 11,2 millions, soit 3% de la population européenne

La population de la Grande région atteint en 2000 presque 11,2 millions d'habitants, soit 3% de la population européenne.¹ Cette population a connu une croissance d'ensemble de 2,2% entre 1992 et 2000. La Rhénanie-Palatinat et la Wallonie concentrent plus de 65% de la population totale contre moins de 4% pour le Luxembourg. L'accroissement de la population, constaté entre 1992 et 2000, est dû en grande partie aux régions du Luxembourg (+11,8%), de la Rhénanie-Palatinat (+3,8%) et de la Wallonie (+2,0%).
 " L'immigration a constitué le principal facteur de l'évolution positive de leur population ".²

Poids des régions dans la population totale de la Grande Région en 2000



Quelle: Eurostat

Les femmes, composante majoritaire de la population

En 2000, les femmes sont majoritaires au sein de la population totale, quelle que soit la région concernée. Elles représentent 51,2% de la population totale de la Grande Région, soit près de 5 726 000 personnes.

Part des femmes dans la population totale en 2000

en milliers	Ensemble	Part des femmes (%)
Sarre	1 070	51,5
Lorraine	2 310	51,1
Luxembourg	436	50,7
Rhénanie-Palatinat	4 029	51,0
Wallonie	3 340	51,5
Grande région	11 183	51,2

¹ La Grande Région, si elle existait sous forme d'un Etat, serait le 7ème Etat de l'Union Européenne

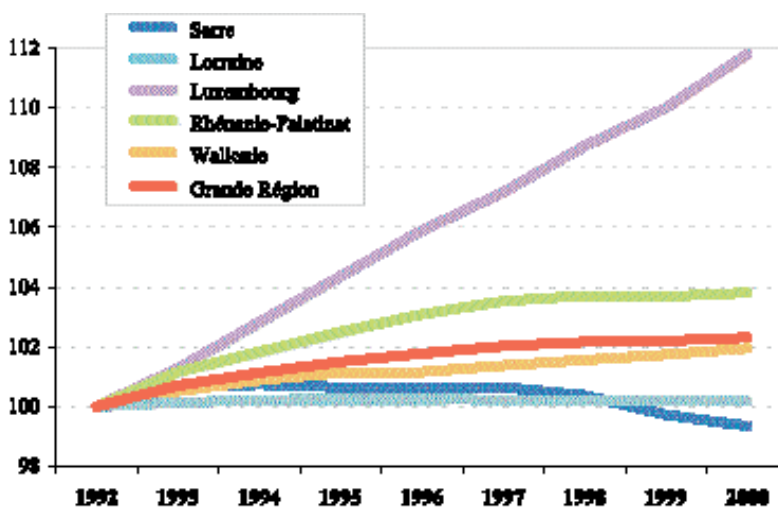
² Profil de la Grande région, Economie Lorraine, n°202, Novembre 2000

Evolution de la population totale dans la Grande Région de 1992 à 2000

en milliers	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	Evol. 92/00 (%)	Evol. 99/00 (%)
Sarre	1 077	1 084	1 085	1 084	1 084	1 084	1 081	1 074	1 070	-0,6	-0,4
Lorraine	2 306	2 309	2 311	2 312	2 312	2 311	2 310	2 310	2 310	+0,2	+0,0
Luxembourg	390	395	401	407	413	418	424	429	436	+11,8	+1,6
Rhénanie-Palatinat	3 881	3 926	3 952	3 978	4 001	4 018	4 025	4 024	4 029	+3,8	+0,1
Wallonie	3 276	3 293	3 305	3 313	3 314	3 321	3 327	3 333	3 340	+2,0	+0,2
Grande Région	10 930	11 007	11 054	11 094	11 124	11 152	11 167	11 170	11 183	+2,3	+0,1

Source : Annuaire statistique Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz-Wallonie 2000, Basisstatistiken der Wirtschafts- und Sozialstruktur 2001

Evolution de la population de 1992 à 2000 (indice base 100 en 1992)



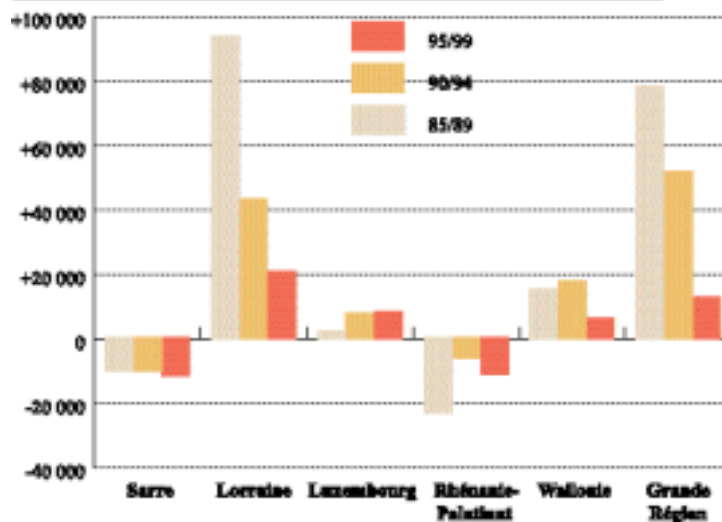
Source : Annuaire statistique Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz-Wallonie 2000,

Solde naturel, solde migratoire : des disparités interrégionales

Les différences d'évolution de la population des régions s'expliquent par les différences de solde migratoire et de solde naturel. La Lorraine constitue la région où le solde naturel, bien qu'en forte diminution constante depuis le milieu des années 80, reste plus élevé qu'ailleurs. Jusqu'à un passé récent, son taux de natalité a été élevé mais il se réduit d'année en année. Dans les régions allemandes, on observe de façon structurelle un déficit des soldes naturels.

Evolution du solde naturel

	Périodes		
	85/89	90/94	95/99
Sarre	-10 195	-9 953	-11 280
Lorraine	+93 700	+42 913	+20 370
Luxembourg	+2 205	+7 303	+8 110
Rhénanie-Palatinat	-22 877	-6 139	-10 738
Wallonie	+15 055	+17 418	+5 996
Grande région	+77 888	+51 542	+12 458

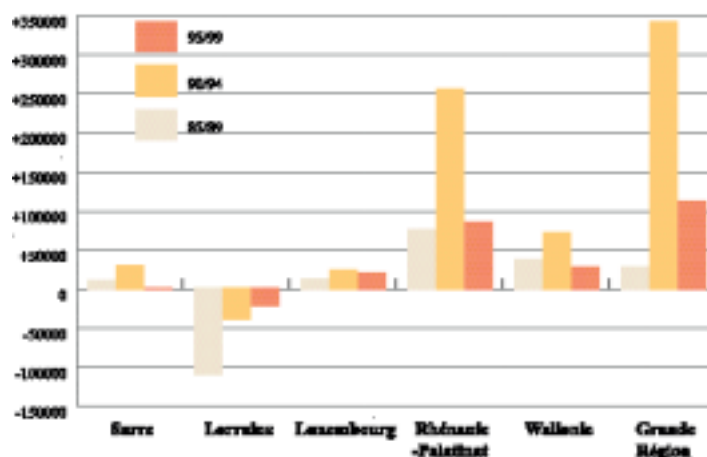


Le solde migratoire pèse fortement sur les évolutions démographiques de la Grande Région. Entre 1995 et 1999, le solde migratoire affiche un bilan positif de +112 015 personnes, soit une réduction de l'ordre de deux tiers par rapport à la période 1990/1994. Les deux Länder allemands ont enregistré depuis 1988 un excédent migratoire très positif en raison de l'arrivée massive d'immigrants (étrangers d'origine allemande de l'Europe de l'Est et d'Allemands de l'ancienne RDA). Le Luxembourg, a su drainer et continue encore à faire affluer un nombre important de personnes, attirées par le dynamisme de ce pôle économique. La Lorraine, à l'inverse se caractérise depuis le début des années soixante par un solde migratoire négatif qui parvient néanmoins sur la période récente à être compensé par le solde naturel.

Evolution du solde migratoire

	Périodes		
	85/89	90/94	95/99
Sarre	+10 315	+29 248	+1 302
Lorraine	-107 800	-37 913	-20 370
Luxembourg	+11 670	+23 474	+20 174
Rhénanie-Palatinat	+75 013	+256 033	+84 134
Wallonie	+37 500	+70 678	+26 775
Grande région	+26 698	+341 520	+112 015

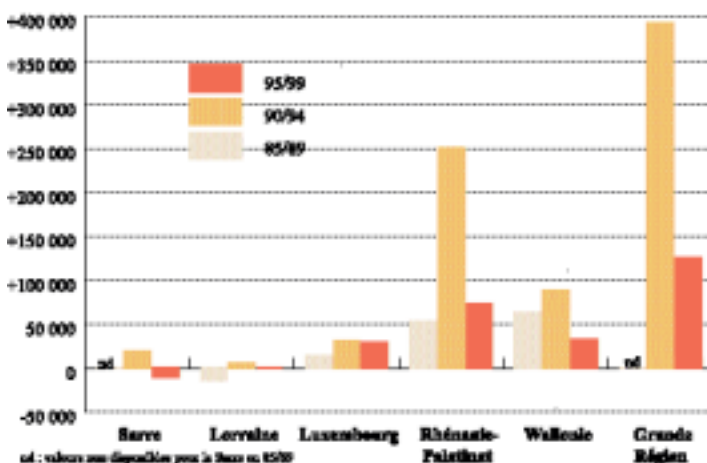
Source: Annuaire statistique Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz-Wallonie 2000



Variation des soldes naturel et migratoire (en nombre)

	Périodes		
	85/89	90/94	95/99
Sarre	nd	+19 295	-9 978
Lorraine	-14 100	+5 000	+0
Luxembourg	+13 800	+30 800	+28 300
Rhénanie-Palatinat	+52 136	+249 894	+73 396
Wallonie	+62 555	+88 096	+32 771
Grande région	nd	+393 085	+124 489

Source: Annuaire statistique Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz-Wallonie 2000



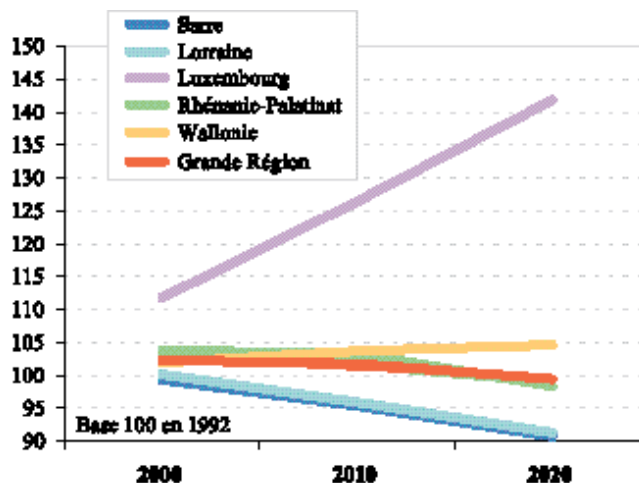
Des projections de population plutôt pessimistes à l'horizon 2020

Les perspectives à 20 ans laissent apparaître des scénarios plutôt pessimistes. Les projections de population prévoient une baisse de la population notamment dans les régions allemandes et en Lorraine sous l'effet du vieillissement de la population non compensée par un afflux de nouveaux migrants.

Projections de population en 2010 et 2020

en milliers	1992	2010	2020
Sarre	1 077	1 027	977
Lorraine	2 306	2 198	2 092
Luxembourg	390	493	553
Rhénanie-Palatinat	3 881	4 009	3 818
Wallonie	3 276	3 397	3 428
Grande Région	10 930	11 124	10 868

Source: Annuaire statistique Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz-Wallonie 2000



Une population qui vieillit

Selon les projections de population, en 2020, les personnes de 60 ans et plus représenteront 27,6% des habitants de la Grande Région (soit près de 3 millions) contre 20,6% en 1992.

En Lorraine, l'espérance de vie (ou durée de vie moyenne), bien qu'inférieure par rapport aux autres régions françaises, est en augmentation constante. En 1997, elle était d'environ 74 ans pour les hommes et de 82 ans pour les femmes. Ces évolutions démographiques auront une incidence non négligeable sur le développement des services aux personnes âgées.

Population de 60 ans et plus

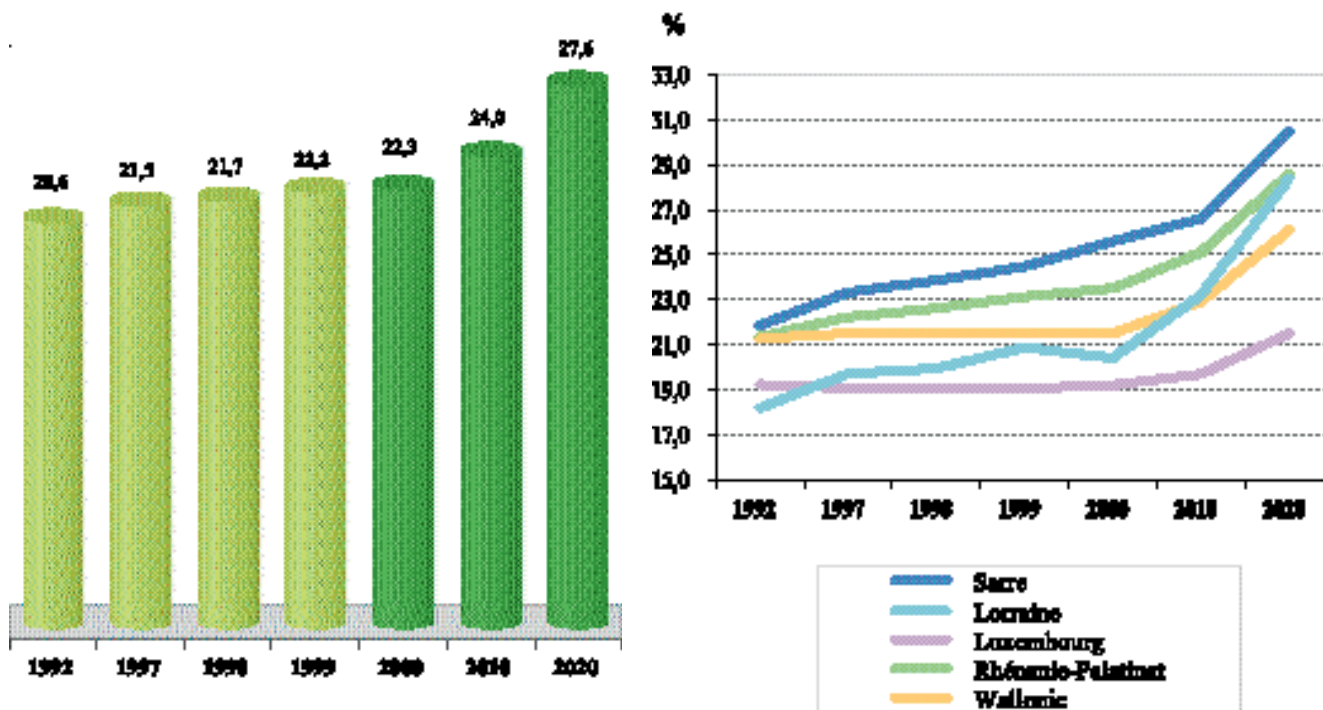
en milliers	1992	1997	1998	1999	Evol. 92/99 (%)	Evol. 98/99 (%)
Sarre	235	253	258	263	+11,6	+1,9
Lorraine	419	456	461	482	+15,1	+4,7
Luxembourg	75	80	81	82	+8,9	+1,2
Rhénanie-Palatinat	828	893	910	931	+12,4	+2,3
Wallonie	697	714	716	719	+3,1	+0,3
Grande région	2 255	2 395	2 426	2 476	+9,8	+2,1

Source: Annuaire statistique Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz-Wallonie 2000

Evolution de la part de la population de 60 ans et plus (en pourcentages)

dans la Grande Région

par région



Source: Annuaire statistique Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz-Wallonie 2000

Les jeunes de moins de 20 ans et de moins de 25 ans, par région

En 2000, les jeunes de moins de 20 ans représentent 23,5% de la population totale de la Grande région (29% pour la tranche d'âge des moins de 25 ans en 1999). Les différences interrégionales sont sensibles : la Lorraine et la Wallonie présentent les proportions les plus importantes tandis que les régions allemandes comptent le moins de jeunes.

Population de moins 25 ans

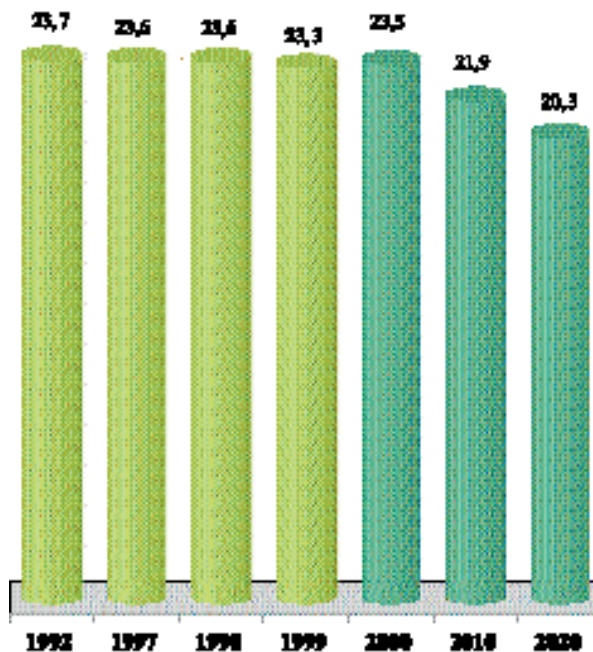
en milliers	1992	1997	1998	1999	Part des Jeunes de moins de 25 ans en 99 (%)	Evol. 92/99 (%)	Evol. 98/99 (%)
Sarre	290	275	274	272	25,3	-6,1	-0,5
Lorraine	824	772	760	728	31,5	-11,6	-4,2
Luxembourg	118	126	127	129	30,1	+9,4	+1,6
Rhénanie-Palatinat	1 091	1 087	1 089	1 090	27,1	-0,1	+0,1
Wallonie	1 067	1 043	1 037	1 033	31,0	-3,2	-0,4
Grande Région	3 390	3 303	3 287	3 252	29,1	-4,1	-1,1

Source: Annuaire statistique Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz-Wallonie 2000

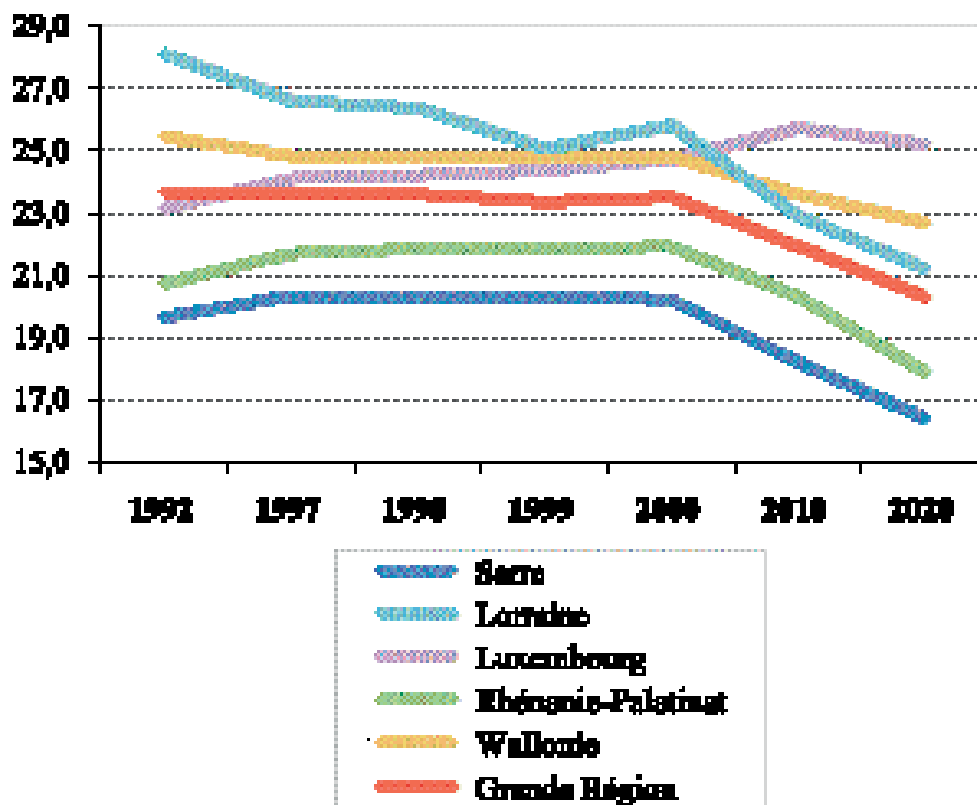
Remarque : Ne disposant pas des données pour l'année 2000 et des projections à l'horizon 2010 et 2020 pour la tranche d'âge des moins de 25 ans, nous présentons ci-dessous les données relatives à l'évolution de la part des jeunes moins de 20 ans dans la population.

Evolution de la part de la population de moins de 20 ans (en pourcentages)

- dans la Grande Région



- par région



Source: Annuaire statistique Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz-Wallonie 2000

En résumé

Avec plus de 11,2 millions d'habitants représentant 3% de la population européenne, la Grande Région a connu une croissance de sa population de 2,3% entre 1992 et 2000.

Les profils des régions qui la composent présentent des contrastes et des similitudes :

- le Luxembourg figure comme le seul à connaître un accroissement démographique continu ;
- le déficit migratoire a fortement pesé sur la Lorraine ;
- le solde naturel en déficit sur-compense le solde migratoire pour la Sarre et la Rhénanie-Palatinat en raison de l'afflux de nombreux migrants.

Quoiqu'il en soit, les scénarios se rejoignent sur les tendances démographiques à l'horizon 2010 et 2020 : le vieillissement de la population déjà amorcé depuis un certain nombre d'années devrait, selon les prévisions s'accroître, notamment sous l'effet de l'allongement de la durée de vie. Ainsi en 2020, plus d'un quart de la population serait âgé de plus de 60 ans.

Dans toutes les régions, la part relative des jeunes de moins de 20 ans devrait continuer à diminuer sensiblement.

Ces évolutions démographiques, si elles se vérifient, auront à n'en pas douter une incidence significative sur le développement de certaines activités et notamment des services aux personnes âgées.

TAUX D'ACTIVITÉ ET TAUX DE CHÔMAGE

II. Taux d'activité et taux de chômage

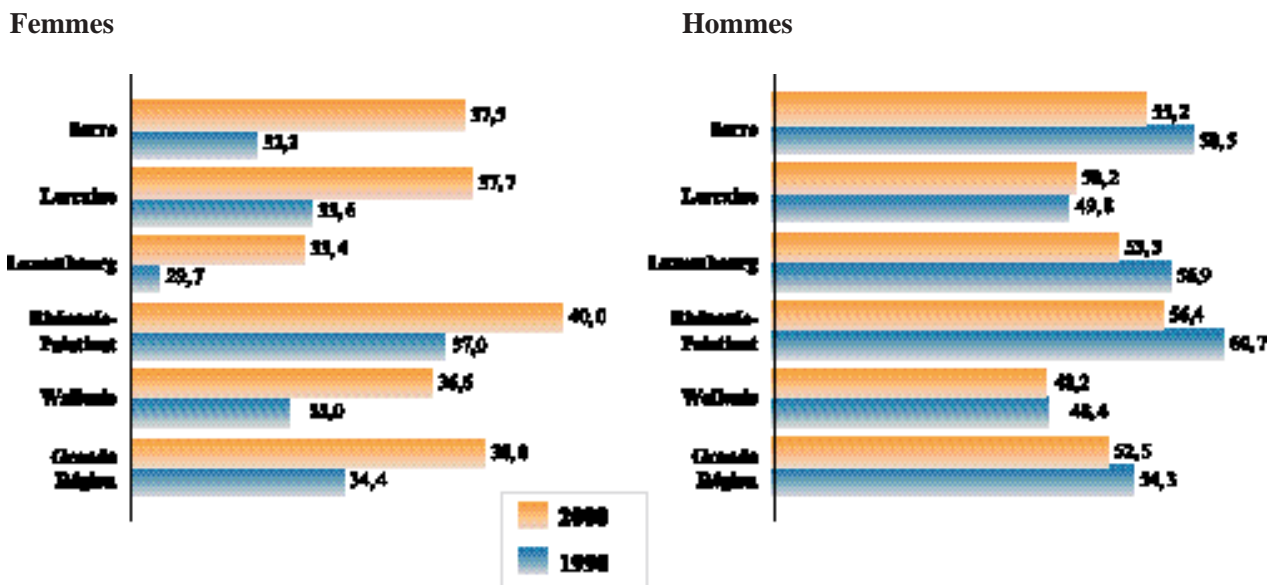
Progression du taux d'activité chez les femmes

Dans l'ensemble de la Grande Région, le taux global d'activité a progressé sous l'impulsion des femmes : en effet, le taux global d'activité des femmes est passé de 34,4% en 1990 à 38,0% en 2000³, tandis que, dans le même temps, celui des hommes reculait de 54,3% à 52,5%.

Ainsi, on peut observer un resserrement continu de l'écart des taux d'activité masculin et féminin et ce pour toutes les régions. Il semblerait que les femmes interrompent moins souvent qu'auparavant leur activité professionnelle.

Ces moyennes pour la Grande Région, si elles apparaissent assez convergentes entre les régions, recouvrent toutefois des différences de degrés dans l'ampleur des phénomènes et des décalages dans les évolutions

Taux d'activité par régions en 1990 et 2000 (en %)



Le **taux d'activité** représente les "forces de travail" (personnes actives occupées et personnes en chômage) en pourcentage de la population de 15 à 64 ans

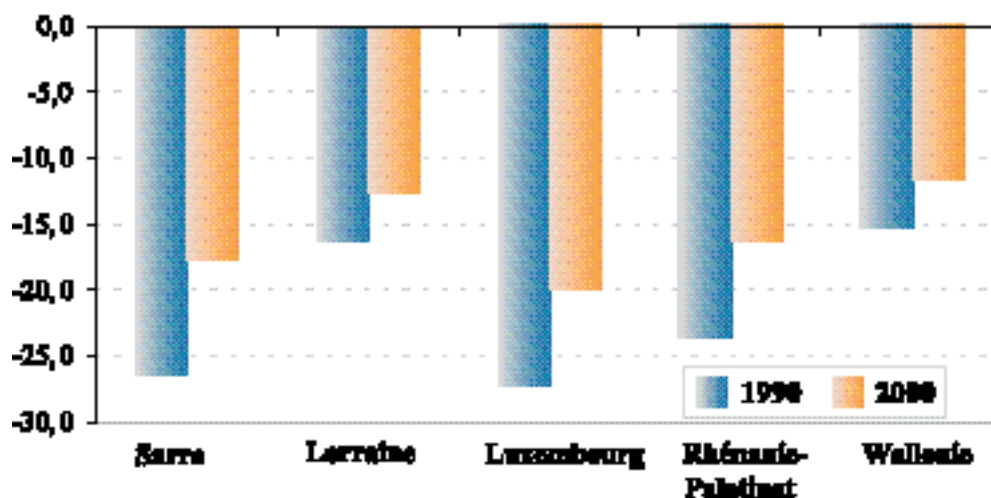
Activité masculine plus faible en Lorraine et en Wallonie

L'intensité de l'activité masculine en Grande région est fortement tributaire des disparités qui marquent les différents territoires et qui tiennent, d'une part, à la situation économique et conjoncturelle et, d'autre part, à des différences de législation (par exemple, l'âge légal de la retraite) ou de traitement social du chômage. La Lorraine et la Wallonie possèdent les taux d'activité masculins les plus faibles. Assez loin derrière, se situent les deux régions allemandes et le Luxembourg. Cette situation s'explique par les sorties d'activité précoces des plus de 50 ans par le jeu des retraites et préretraites.⁴

³ Selon les dernières estimations provenant des offices statistiques de la Grande Région

⁴ Atlas démographique et social de la Grande Région, 1998

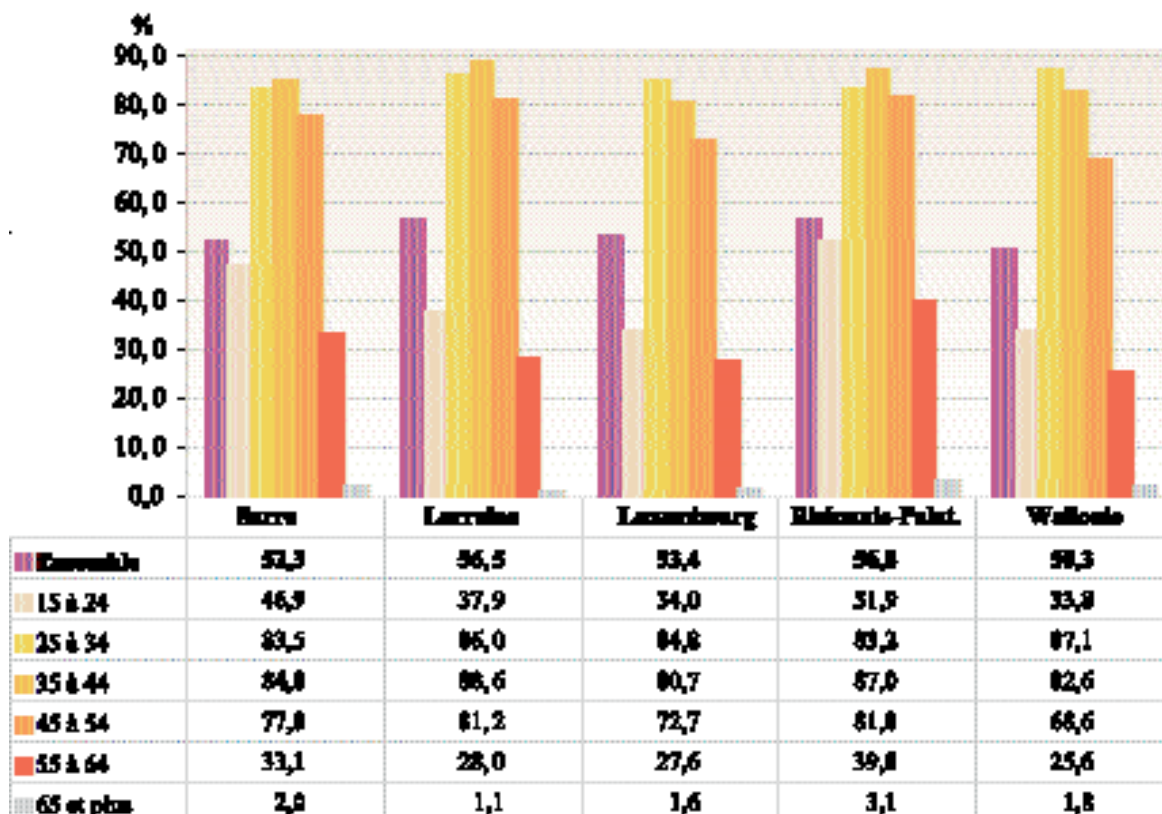
Ecarts des taux d'activité Hommes et Femmes par régions (en points)



Réduction des taux d'activité des jeunes

La faiblesse des taux d'activité pour les jeunes résulte de la prolongation de la scolarité. Les forts taux d'activité pour les jeunes de 15 à 24 ans pour les régions allemandes (près de 51,9% en Rhénanie Palatinat et près de 47% en Sarre) traduisent, tant pour les garçons que pour les filles, les effets d'un système scolaire allemand plus orienté que dans les autres régions vers des filières de formation plus courtes et plus techniques.⁵

Taux d'activité par âge et par région en 2000

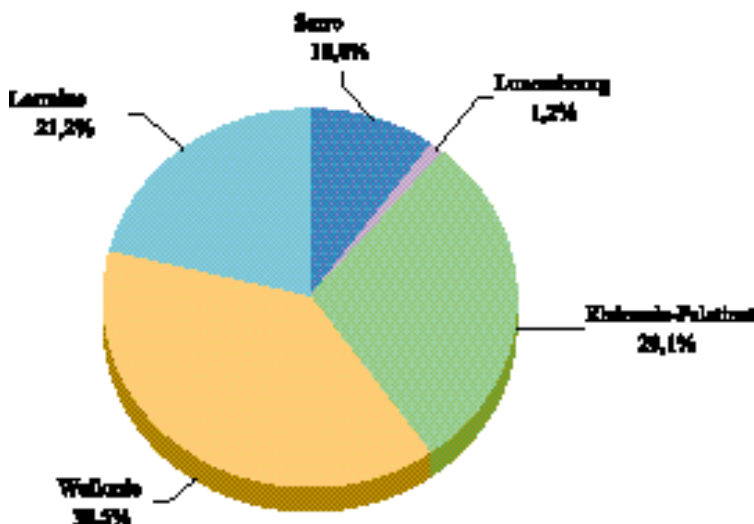


5 Atlas démographique et social de la Grande Région, 1998

Baisse significative du nombre de chômeurs depuis 1999...

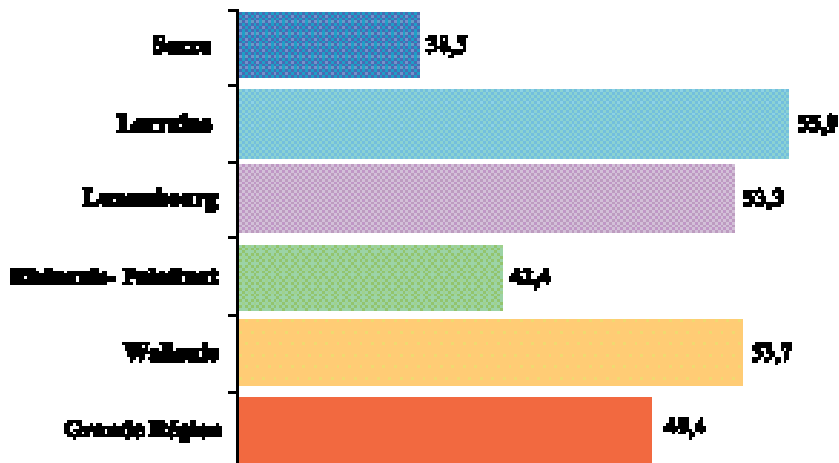
En 2000, la Grande région recensait plus de 380 000 demandeurs d'emploi dont 49% de femmes. Près de 39% des chômeurs enregistrés dans la Grande région sont wallons et 1,2% seulement sont luxembourgeois. Les femmes sont majoritaires parmi les chômeurs en Lorraine, au Luxembourg et en Wallonie. Après une forte augmentation de 92 à 97 (+51,5% en moyenne entre ces deux dates), le chômage recule de façon significative entre 1997 et 2000 (- 15% entre ces deux dates et -13,8% entre 1999 et 2000).

Poids des régions dans la demande d'emploi de la Grande région en 2000



Source : EUROSTAT

Part des femmes parmi les demandeurs d'emploi en 2000

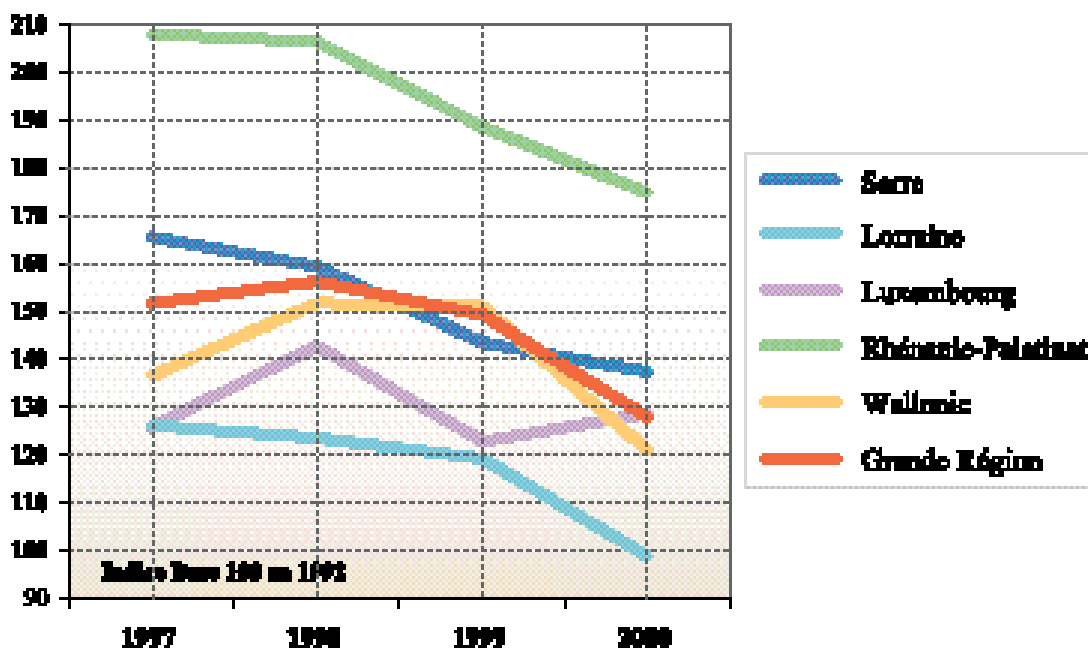


Source : EUROSTAT

La **définition du chômage** utilisée dans l'Enquête communautaire sur les Forces de Travail (EFT) correspond à celle du Bureau International du Travail, selon laquelle les **chômeurs sont les personnes de 15 ans ou plus qui, au cours de la période de référence, étaient sans travail, disponibles pour travailler et à la recherche active d'un emploi.**

Pour chaque catégorie, le chômage, estimé en avril pour chaque Etat membre, est régionalisé sur la base du nombre de personnes inscrites auprès des bureaux de placement en avril de la même année. Les données relatives à la population active sont régionalisées sur la base des résultats de l'EFT.

Evolution du nombre de chômeurs entre 1997 et 2000 (Indice base 100 en 1992)



...mais une proportion de chômeurs de longue durée encore élevée, particulièrement en Sarre et en Wallonie

Selon les chiffres publiés par EUROSTAT, le nombre de chômeurs de longue durée (de plus d'un an) dans la Grande région s'élèverait à 198 800 en 2000, soit plus de 52% de l'ensemble des chômeurs. Entre 1999 et 2000, le nombre de chômeurs de longue durée a connu une baisse de 20% toutes régions confondues.

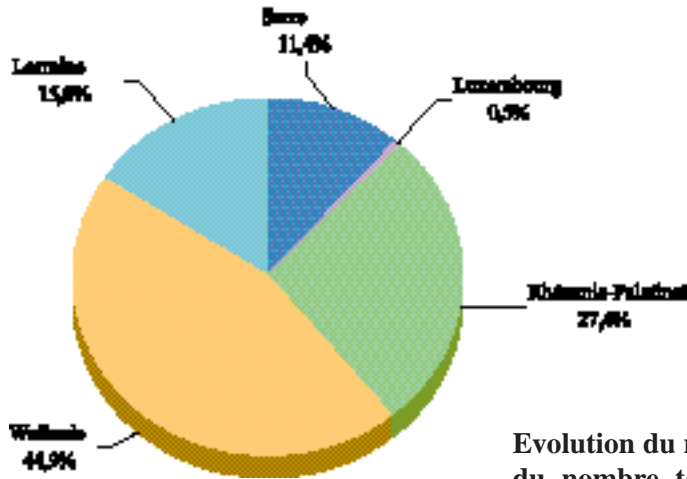
Le chômage de longue durée touche plus particulièrement la Wallonie et la Sarre : en 2000, 61% des Wallons et 59% des Sarrois inscrits au chômage l'étaient depuis au moins un an. Cette situation préoccupante mérite toutefois d'être nuancée par les dispositions particulières mises en place pays par pays⁶ pour faire face au chômage et notamment au chômage de longue durée. Ainsi par exemple, en Belgique, les interruptions de chômage inférieures à 3 mois ne sont pas considérées comme des interruptions du chômage enregistré.⁷

En Belgique, les jeunes fraîchement diplômés, qui n'ont pas réussi à décrocher un emploi, bénéficient d'allocations d'attente et de transition. Pour certains, l'attente peut se révéler extrêmement longue et les pousser dans la file des chômeurs de longue durée.

⁶ Sans être exhaustifs, quelques éléments de comparaison pour l'allocation chômage entre les différents pays figurent dans un tableau à la fin de ce document. Ils ont été établis par le CRD des EURES Transfrontaliers de Lorraine à la date de janvier 1999. Ils ne prennent pas en compte les modifications récentes intervenues notamment en France en juillet 2001 avec l'instauration du Plan d'Aide au Retour à l'Emploi (PARE).

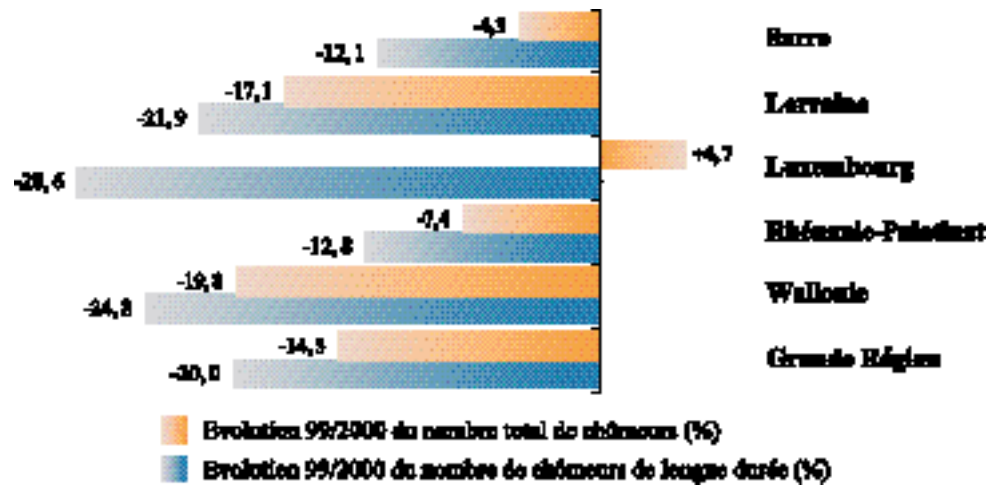
⁷ Les plans nationaux pour l'emploi et la construction d'indicateurs de suivi au niveau européen ; Premières informations, premières synthèses, n°17.1, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES, Avril 2001.

Répartition des chômeurs de longue durée par région en 2000



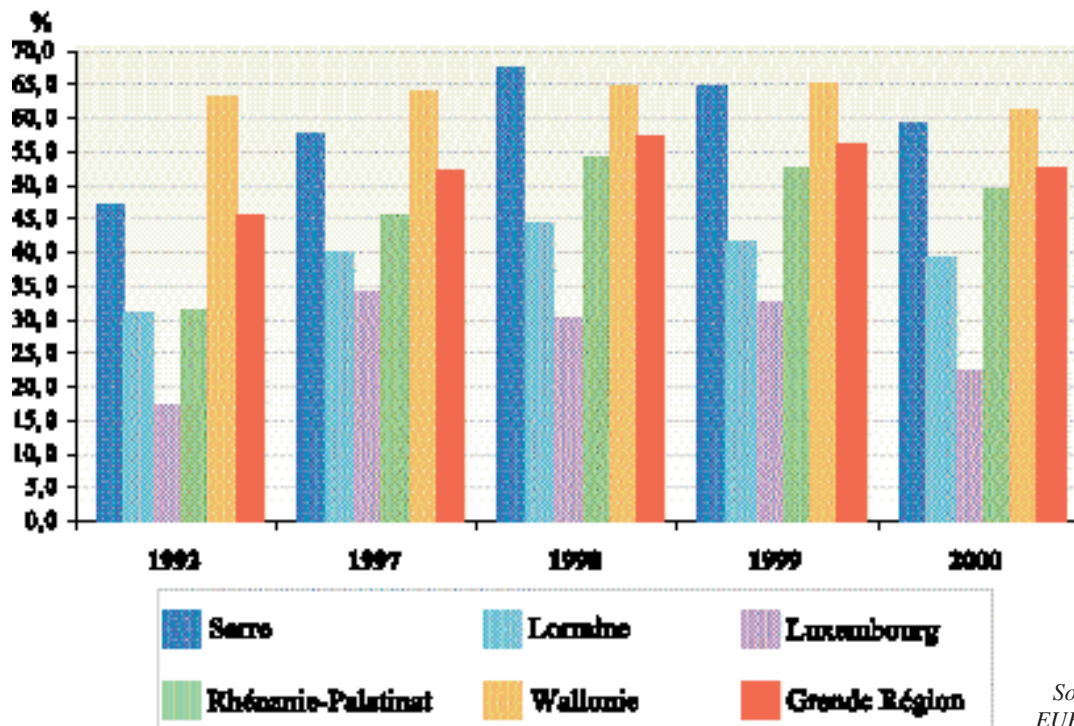
Source : EUROSTAT

Evolution du nombre de chômeurs de longue durée et du nombre total de chômeurs entre 1999 et 2000 (en pourcentages)



Source : EUROSTAT

Part des chômeurs de longue durée (1 an et plus au chômage)

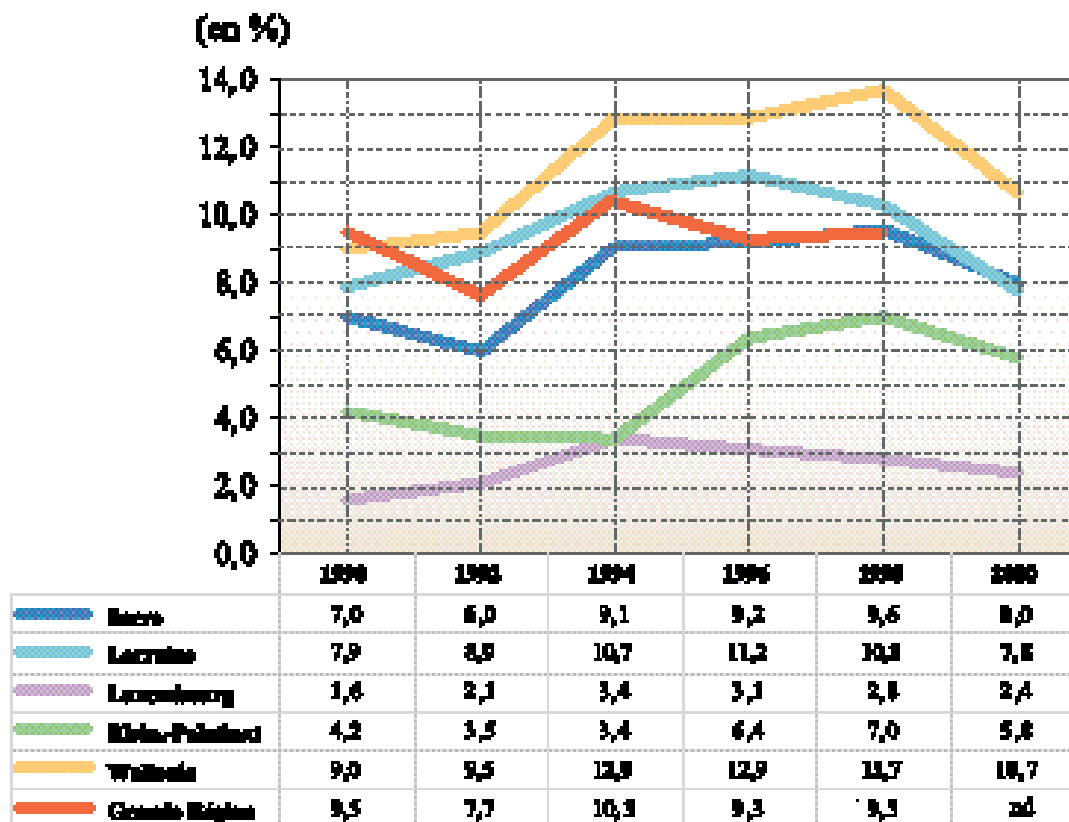


Source : EUROSTAT

Au final, le taux de chômage s'établit à 9,1% dans la Grande Région en 1999

Le taux de chômage harmonisé moyen pour la Grande Région se situait à 9,1% en 1999.⁸ Il varie de 2,4% au Luxembourg à 10,7% en Wallonie en 2000. Depuis 1997, il décroît sensiblement dans des proportions inégales avec l'amélioration de la conjoncture économique.

Evolution du taux de chômage par région de 1992 à 2000



nd : non disponible

Source : EUROSTAT

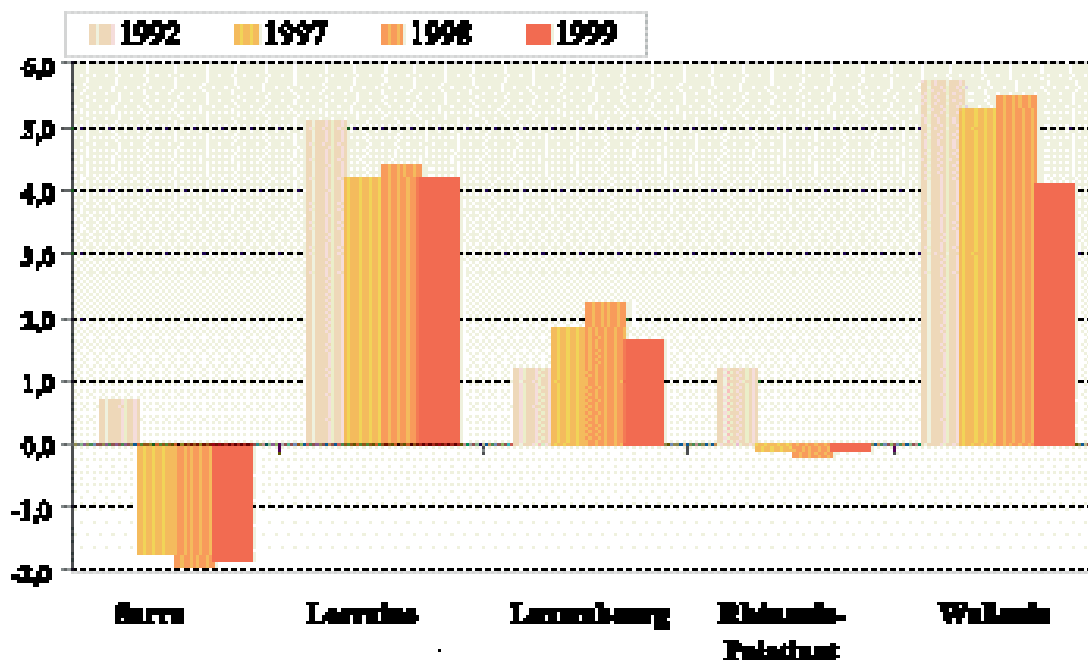
Les taux de chômage retenus par Eurostat sont obtenus en divisant le nombre de chômeurs par les données correspondantes de la population active (actifs occupés + chômeurs). Le point de départ est l'enquête communautaire sur les forces de travail (EFT).

⁸ Le taux de chômage global pour la Grande Région pour l'année 2000 n'est pas encore disponible

Écarts des taux de chômage hommes/femmes particulièrement bas en Sarre et dans une moindre mesure en Rhénanie-Palatinat

Les données produites par Eurostat mettent en exergue un phénomène particulier à la Sarre et la Rhénanie-Palatinat. En effet, dans toutes les régions, le taux de chômage des femmes est plus élevé que celui des hommes, bien que les écarts tendent à diminuer, alors que ce constat est inverse en Sarre et en Rhénanie-Palatinat.

Écarts des taux de chômage Hommes et Femmes par régions (en points)



Source : EUROSTAT

Une nette sélectivité du chômage à l'égard des jeunes en Lorraine et en Wallonie, une sélectivité plus faible en Allemagne

Les marchés du travail de la Grande région ne forment pas un ensemble uniforme. Chaque région et/ou pays reste marqué par une forme d'organisation spécifique, dans laquelle les conditions d'insertion professionnelle des jeunes débutants sont le reflet de cette diversité.

Les conditions initiales d'accès à l'emploi varient fortement d'une région à l'autre, d'un pays à l'autre, en particulier du fait de la diversité des systèmes scolaires.

En Wallonie et en Lorraine, le taux de chômage des jeunes s'élève respectivement à 26,7% et 18,2% en 2000 (37,4% et 23,4% en 1999).

En Lorraine, à l'instar du reste de la France, il existe des spécificités dont la plus importante est celle du système d'accès à l'emploi des jeunes : tardif du fait de l'allongement de la scolarisation, décalé du fait des difficultés particulières des débutants, assisté à cause de l'ampleur des politiques publiques, discriminant par la spécialisation dans les emplois précaires⁹.

Les écarts entre les taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans et des travailleurs de 25 ans et plus sont relativement faibles dans les régions allemandes et au Luxembourg, alors qu'ils sont élevés pour la Wallonie et la Lorraine. La mesure du taux de sélectivité du chômage¹⁰ illustre parfaitement ce constat : la sélectivité

⁹ Les jeunes face à l'emploi, José Rose, Editions Desclée de Brouwer, collection Sociologie Economique, 1998.

¹⁰ Rapport entre le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans et le taux de chômage global

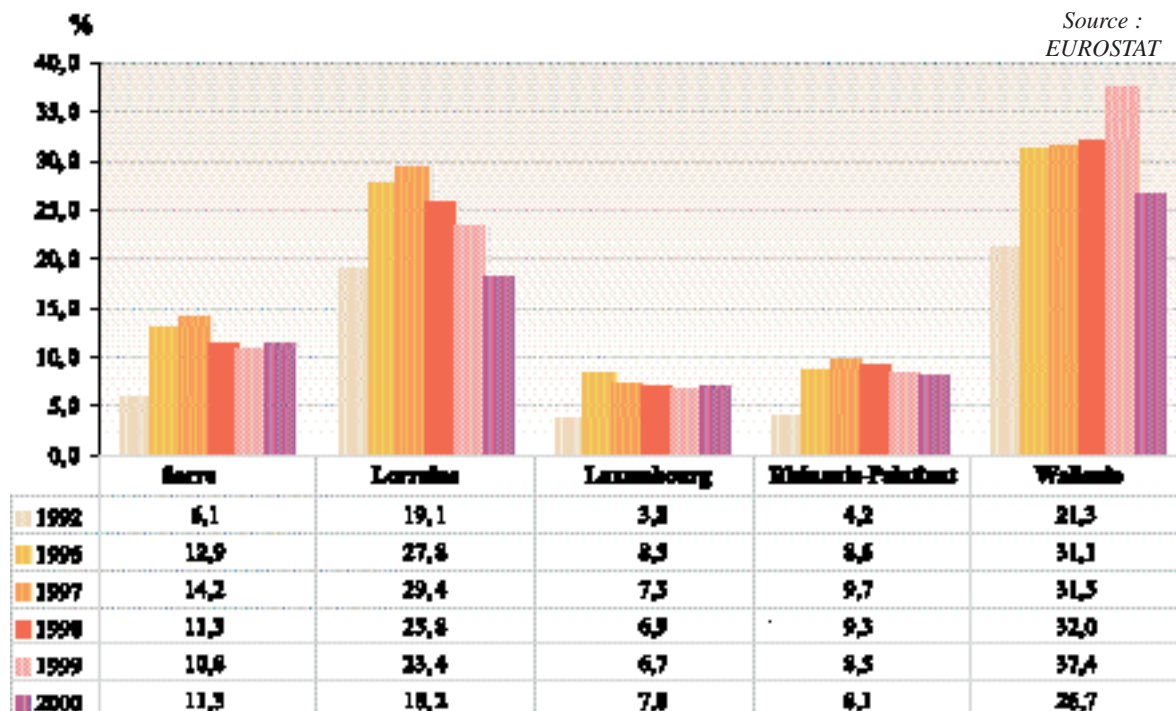
est particulièrement forte au Luxembourg (à relativiser toutefois par rapport aux faibles taux de chômage de ce pays) et surtout en Wallonie et en Lorraine (respectivement 2,50 et 2,33 en 2000).

Cette mesure est faible en Sarre et en Rhénanie-Palatinat (respectivement 1,41 et 1,40 en 2000). Cette situation traduit des différences notables dans l'organisation des différents marchés du travail.¹¹

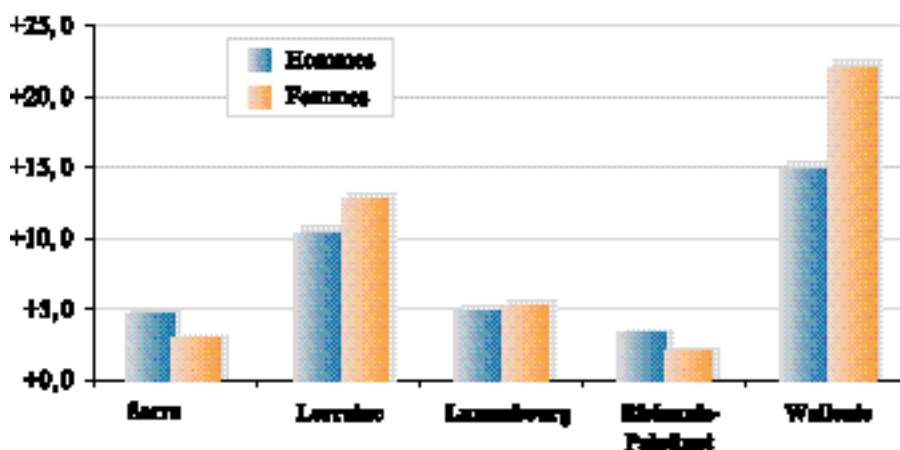
En Allemagne, les débutants ayant une formation professionnelle reconnue sont accueillis directement sur le segment professionnel correspondant à leur titre. A niveau de qualification équivalent, leurs conditions d'emploi et leur taux de chômage sont très similaires à ceux des travailleurs expérimentés.

La Lorraine et la Wallonie se caractérisent par un marché où le diplôme et l'expérience jouent un rôle fort, et où les débutants plus souvent sur des emplois instables, sont plus vulnérables au chômage.

Taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans par régions (en %)



Ecart* entre les taux de chômage des travailleurs de moins de 25 ans et de 25 ans et plus



*rapport [Taux chômage des moins de 25 ans] - [Taux de chômage des travailleurs de 25 ans et plus] en points

¹¹ La place des débutants sur les marchés du travail européens, Céreq Bref n°164, Mai 2000.

Taux de sélectivité du chômage de 1998 à 2000 par région

	1998	1999	2000
Sarre	1,18	1,27	1,41
Lorraine	2,50	2,34	2,33
Luxembourg	2,46	2,79	2,92
Rhénanie-Palatinat	1,33	1,33	1,40
Wallonie	2,34	2,81	2,50

Le taux de sélectivité rapporte le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans au taux de chômage global

En résumé

Dans l'ensemble de la Grande Région, le taux d'activité progresse dans toutes les régions sous l'impulsion d'une participation plus importante des femmes à la vie économique. Cette tendance est une des caractéristiques majeure de l'évolution de la population active au cours de la dernière décennie. Les femmes interrompent moins souvent qu'auparavant leur activité professionnelle, ce qui se traduirait par un resserrement de l'écart des taux d'activité masculins et féminins.

Sous l'effet de l'allongement de la scolarité, les jeunes entrent moins tôt sur la marché du travail, ce que confirme la chute des taux d'activité pour les jeunes âgés de 15 à 24 ans.

La croissance de la population active (actifs occupés et chômeurs) mérite toutefois d'être nuancée par l'importance du chômage.

Ainsi, dans la Grande Région, si le chômage a connu une diminution importante notamment depuis 1997, le nombre de chômeurs s'établit encore à la date de 2000 à plus de 380 000 dont près de la moitié de femmes. A noter encore que près de quatre demandeurs d'emploi sur dix sont Wallons. Mais ce qui apparaît plus inquiétant, c'est l'importance du chômage de longue durée qui traduit un risque d'exclusion d'une grande partie des personnes sans emploi (52% des chômeurs de la grande Région sont au chômage depuis un an ou plus en 2000).

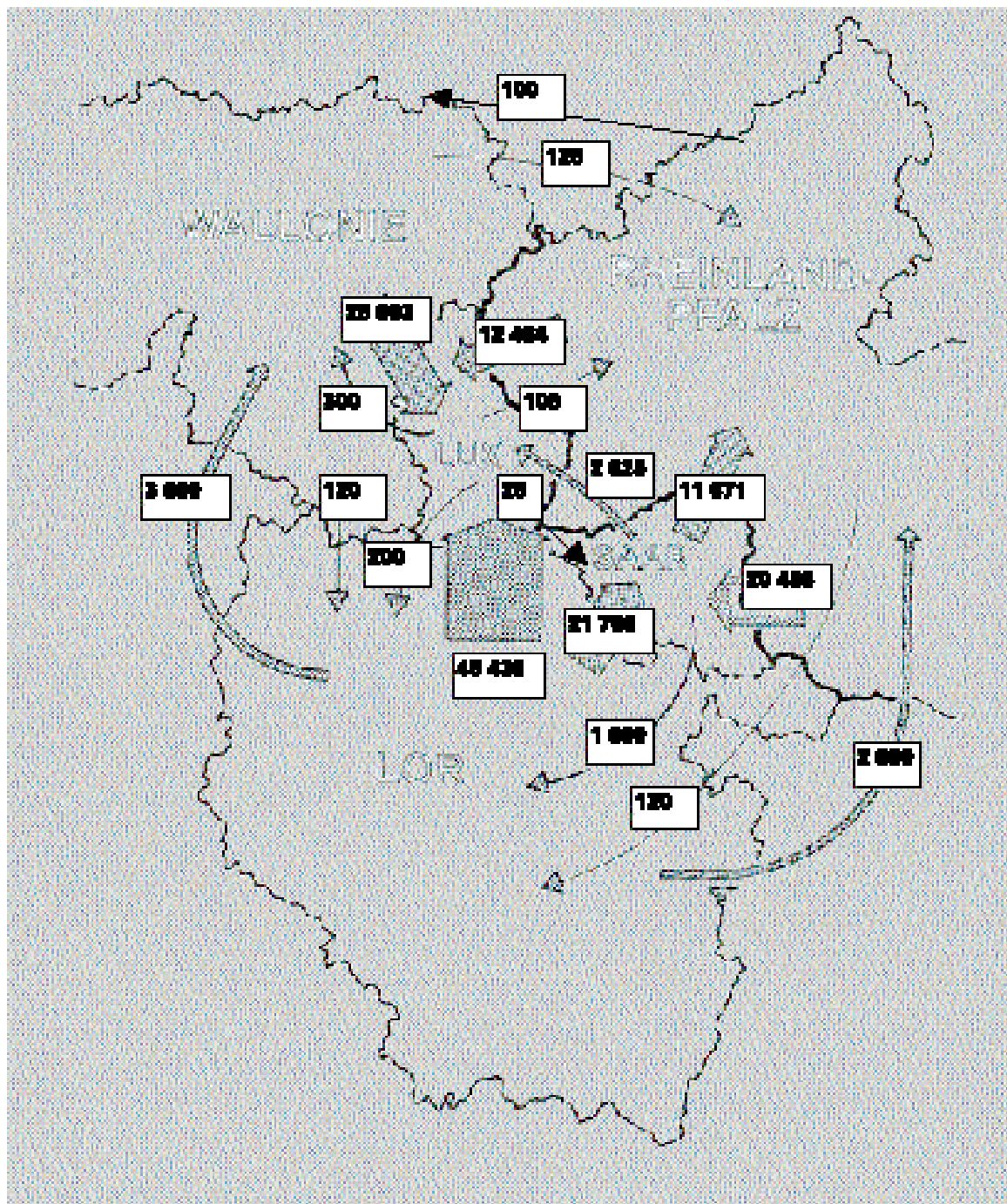
Les femmes et les jeunes restent particulièrement touchés. Si l'on peut constater la progression de l'activité féminine, force est de constater qu'elle ne se traduit pas forcément par un grand progrès social. Hormis la Sarre et la Rhénanie-Palatinat, le taux de chômage des femmes excède systématiquement celui des hommes.

Enfin, chaque région est marquée par une forme d'organisation spécifique du marché du travail, dans laquelle les conditions d'insertion professionnelle des jeunes débutants sont le reflet de cette diversité. Le marché du travail en Lorraine et en Wallonie, contrairement à l'Allemagne, se caractérise par une nette sélectivité à l'égard des jeunes. Les conditions initiales d'accès à l'emploi varient fortement, en particulier du fait de la diversité des systèmes scolaires.

LES TRAVAILLEURS FRONTALIERS

III. La situation des frontaliers dans la région Saar-Lor-Lux-Rhénanie-Palatinat

Carte des flux de migration alternante en l'an 2000

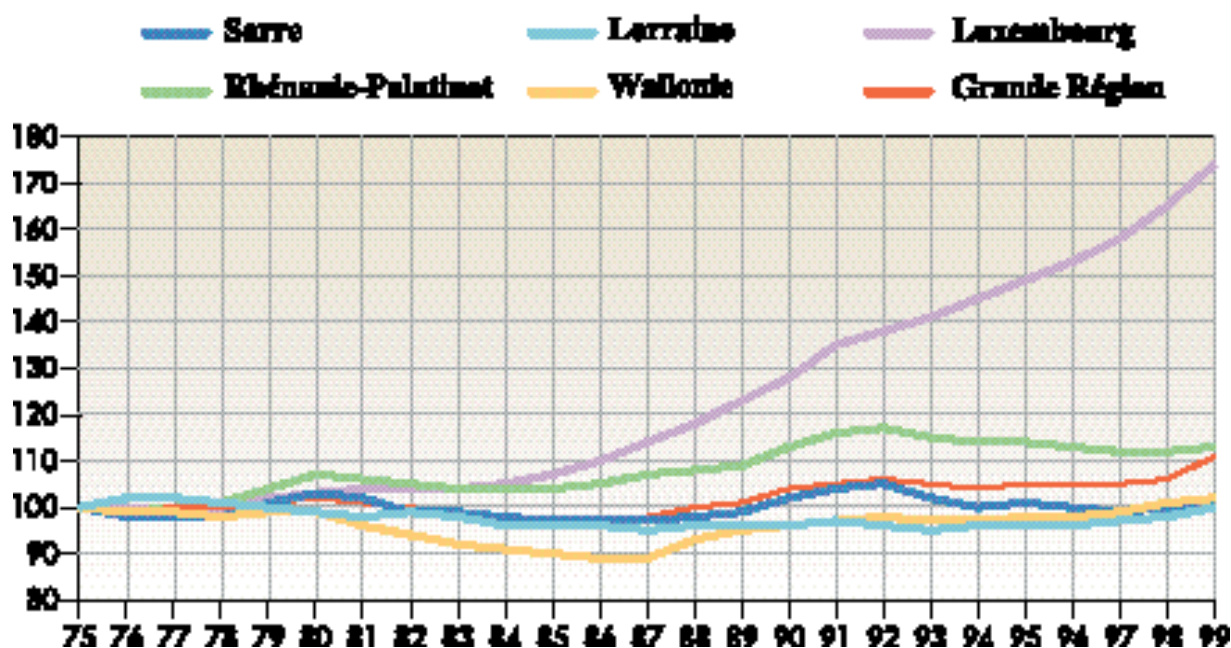


Source : Offices de statistiques de la Grande Région Saar-Lor-Lux-Rhénanie-Palatinat-Wallonie - données de base de la structure économique et sociale 2001

La Grande Région est la région européenne comprenant le plus grand nombre de frontaliers. Le moteur de ce développement est le marché de l'emploi luxembourgeois dont les besoins en main-d'œuvre ne cessent de croître. Seul l'emploi de travailleurs étrangers permet de faire face à cette demande, la main d'œuvre nationale étant épuisée. Ces dernières années, le Luxembourg a enregistré en moyenne la création de 5 000 nouveaux emplois par an. Outre les travailleurs étrangers immigrants, le Luxembourg emploie, avant tout, des travailleurs issus des régions frontalières qui, chaque jour, font la navette entre leur lieu de résidence et leur lieu de travail. Selon les chiffres disponibles pour l'année 2000, le nombre de frontaliers s'élève à plus de 86 000¹², soit environ un tiers de l'ensemble des actifs.

Ce phénomène se reflète dans l'évolution de l'emploi salarié de chacune des régions frontalières :

Evolution du nombre d'emploi salarié de 1975 à 1999 dans chacune des régions (Base 100 en 1975)



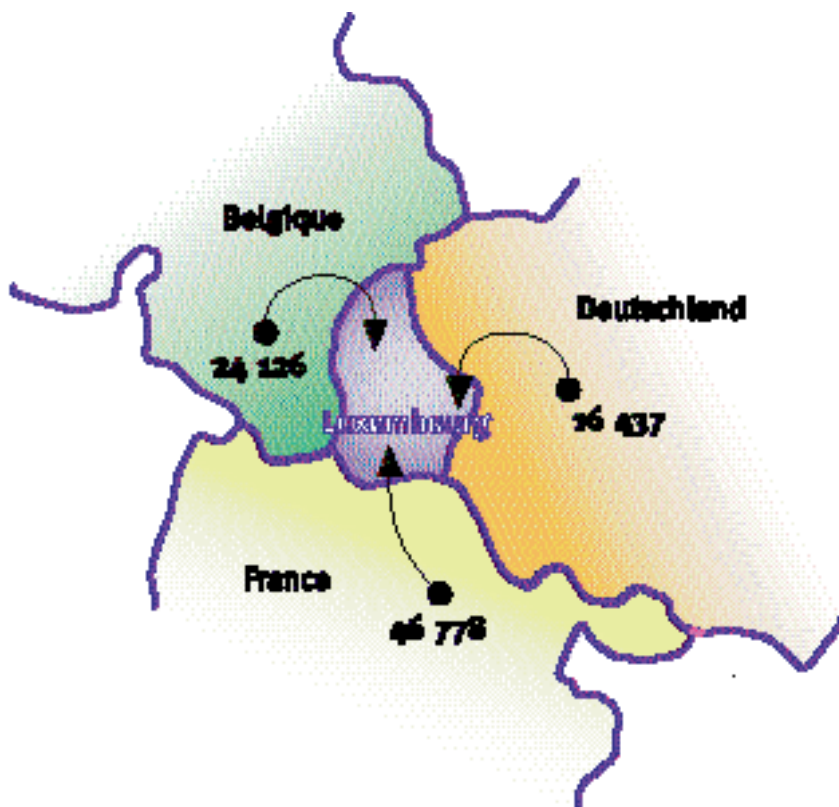
Source : ADEM - Arthur Tibesar

Pour schématiser, il existe, dans la Grande Région, deux grands flux de migration alternante : le flux des travailleurs lorrains en direction de la Sarre et le flux des travailleurs provenant de Wallonie, Lorraine, Sarre et Rhénanie-Palatinat en direction du Luxembourg.

L'un des critères principaux caractérisant les frontaliers est le bilinguisme : la majorité des travailleurs est constituée de travailleurs francophones qui possèdent au moins des connaissances de base dans la deuxième langue la plus parlée (l'allemand).

¹² En 2001, les chiffres feraient même état de plus de 98 000 travailleurs frontaliers au Luxembourg.

Frontaliers (salariés) vers le Luxembourg
Grenzgänger (Arbeitnehmer) nach Luxemburg
Au/Am 30/06/2000



Source : IGSS - Calculs : Arthur Tibesar

Les statistiques réalisées dans le domaine de l'emploi frontalier doivent être utilisées avec une extrême précaution car elles ont été collectées selon différentes méthodes et de manière incomplète ou partielle.

Pour ce qui est, par exemple, du flux des frontaliers lorrains en direction de la Sarre, un tiers de ces travailleurs aurait été employé jusqu'en 1999, selon certaines estimations, pour des "jobs à 630 DM" (emplois non soumis au paiement de l'assurance sociale obligatoire) et n'aurait donc pas été pris en compte dans les statistiques.

Pour analyser ce marché de l'emploi très particulier de la Grande Région de manière détaillée et en se projetant dans l'avenir, des informations plus approfondies et comparables sont nécessaires. A cet égard, le nombre croissant de Luxembourgeois et d'Allemands qui élisent domicile dans les régions voisines et les répercussions de ce phénomène sur les statistiques constituent un aspect important. De plus, il n'existe pas, à ce jour, d'informations précises sur la structure des qualifications des frontaliers. Ces données sont particulièrement importantes étant donné les besoins en main d'œuvre qualifiée dans le secteur des services. Il s'agit par exemple de savoir si la prospérité économique de certaines régions est, en quelque sorte, cofinancée indirectement par les apports structurels d'autres régions, le cas, par exemple, de travailleurs qui suivent des formations dans leur région natale et qui, une fois leurs diplômes obtenus, partent travailler dans une autre région et contribuent ainsi au développement de la valeur ajoutée de cette dernière.

L'EMPLOI PAR SECTEUR ECONOMIQUE

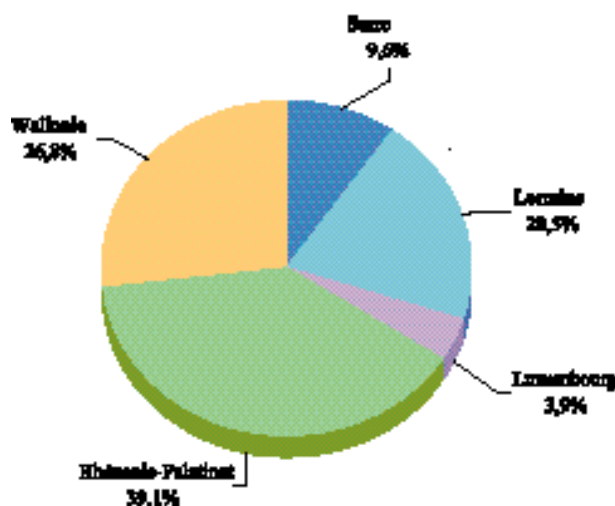
IV. L'emploi par secteur économique

Création de plus de 300 000 emplois ces 8 dernières années

En l'an 2000, la Grande Région emploie au total 4,6 millions de personnes.

Par rapport à l'année de référence, 1992, le nombre des actifs augmente ainsi de plus de 300 000, soit 7,2 %. Dans les deux régions allemandes, la progression de l'emploi reste bien inférieure à cette valeur moyenne : la Rhénanie-Palatinat enregistre une augmentation de 4,2 % et la Sarre occupe la dernière place avec une augmentation de 1,7 %. La Lorraine et le Luxembourg connaissent, au contraire, une progression de l'emploi largement supérieure à la moyenne de la Grande Région avec respectivement 14,5 % et 9,7 %, tandis que la Wallonie se maintient au-dessus de la moyenne avec 8,2 %.

Poids des régions dans le total des emplois de la Grande Région en 2000



Source : Enquête communautaire sur les Forces de Travail - EUROSTAT

Ce résultat est à préciser en tenant compte de l'évolution de l'emploi dans les différentes régions.

Les chiffres relatifs à l'emploi de l'Union européenne, sur lesquels se basent les présents résultats, comprennent la population résidente, c'est-à-dire toutes les personnes dont le domicile principal se trouve sur le territoire national d'un l'Etat membre de la communauté.

En ce qui concerne le nombre d'actifs, les chiffres sont toujours saisis sur le lieu de résidence. En raison de la mobilité transfrontalière des actifs au sein de la Grande Région, il peut apparaître des écarts par rapport à la situation de l'emploi réel pour les régions ayant des soldes frontaliers positifs.

L'indicateur " actif sur le lieu de travail " offrirait ici une possibilité de vérification. Cet indicateur n'est malheureusement pas systématiquement disponible pour cette période.

Par exemple, au Luxembourg l'augmentation du nombre d'actifs en proportion des frontaliers peut s'expliquer ainsi :

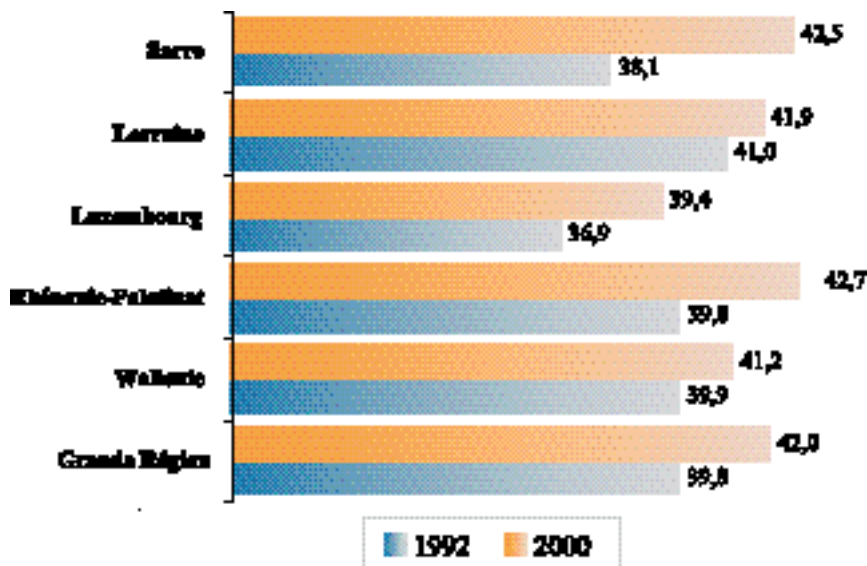
- Augmentation des actifs sur le lieu de résidence (1992 - 2000): +9,7%
(Source : Enquête communautaire sur les Forces de Travail- EUROSTAT)
- Augmentation des actifs sur le lieu de travail (1992 - 2000) : +31,4%
(Source : Emploi intérieur total - Statec)

Ces chiffres illustrent de façon saisissante le pouvoir d'attraction exercé par le marché de l'emploi luxembourgeois, en permanente croissance, par rapport aux régions voisines.

Si l'on considère l'évolution de ces trois dernières années, de 1997 à 2000, l'on constate que la Lorraine affiche toujours la plus forte dynamique en matière de progression de l'emploi, mais que les régions allemandes enregistrent une très forte augmentation. En regardant de plus près la situation de l'emploi spécifique au Luxembourg, on remarque au contraire un léger ralentissement de la progression de l'emploi. Concernant le nombre d'actifs sur le lieu de travail, dans le dernier tiers de la période d'observation, l'évolution se trouve, par rapport à celle des régions voisines, en dessous du niveau de la période d'observation.

La part des femmes dans la population active s'est sensiblement accrue pour passer, dans la Grande Région, de 39,8 à 42 %. Les deux régions allemandes enregistrent dans ce domaine la plus forte augmentation, tandis que la Lorraine affiche sur toute la période concernée le niveau le plus élevé.

Part des femmes dans la population active en 1992 et 2000



Source : Enquête communautaire sur les Forces de Travail - EUROSTAT

Progression de l'emploi dans le secteur des services

C'est *avant tout* dans le secteur des services que l'emploi dans la Grande Région a progressé (12 %). Dans le même temps, l'emploi dans les secteurs industriels traditionnels n'a cessé de régresser, affichant entre 1992 et 2000 une baisse de -6 %.

L'emploi dans la Grande Région par secteur d'activité économique

		Grande Région				
		1992	1997	1998	1999	2000
Agriculture, sylviculture et pêche	Ensemble (en milliers)	152,7	112,0	116,9	110,9	114,6
	Part des femmes (%)	35,4	30,3	31,3	33,2	27,6
Industrie	Ensemble (en milliers)	1 521,1	1 303,2	1 370,2	1 405,2	1 429,2
	Part des femmes (%)	21,0	19,4	19,9	19,6	19,4
Services	Ensemble (en milliers)	2 613,2	2 815,1	2 869,8	2 926,7	3 053,8
	Part des femmes (%)	50,9	51,7	52,3	52,9	53,1
Ensemble	Ensemble (en milliers)	4 288,9	4 230,5	4 357,4	4 443,9	4 597,6
	Part des femmes (%)	39,8	41,2	41,6	41,9	42,0

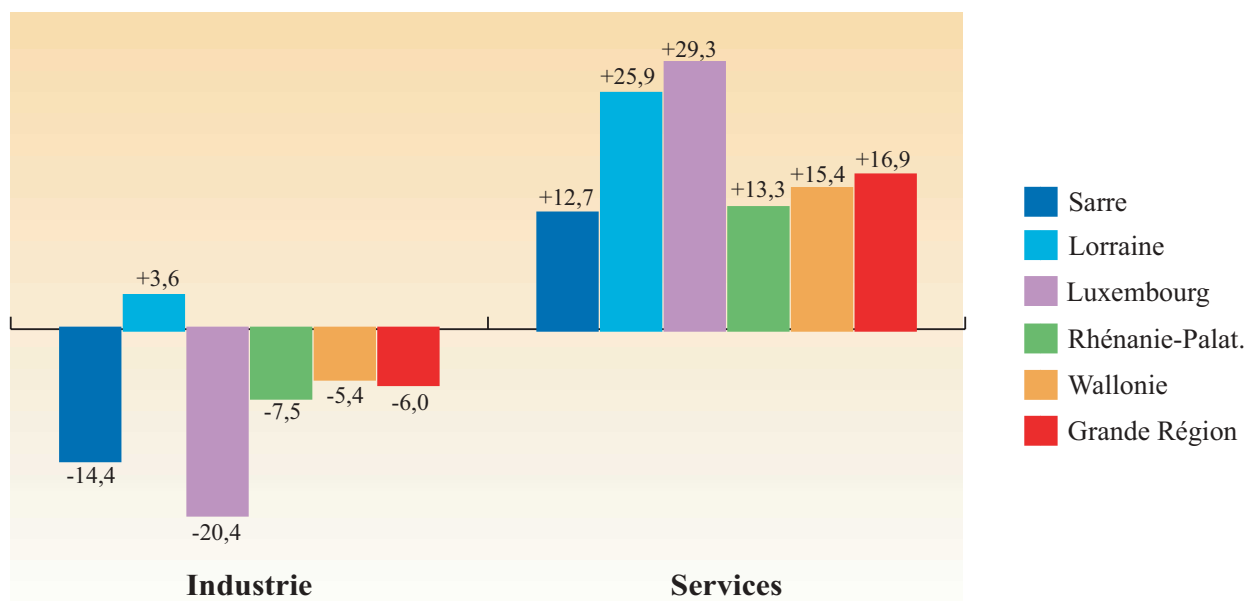
Source : Enquête communautaire sur les Forces de Travail - EUROSTAT

Selon la définition donnée par Eurostat, le terme **actif** désigne toute personne ayant une activité ; il se rapporte donc à l'ensemble des travailleurs.

Dans la nomenclature des activités économiques établie par Eurostat, le **secteur de l'industrie** comprend les rubriques C à F de la NACE rév. 1, et le **secteur des services** regroupe toutes les rubriques à partir de la rubrique G de la NACE rév.1.

Pour de plus amples informations, consultez <http://europa.eu.int/comm/eurostat/ramon>.

Evolution de l'emploi de 1992 à 2000 : progressions et régressions

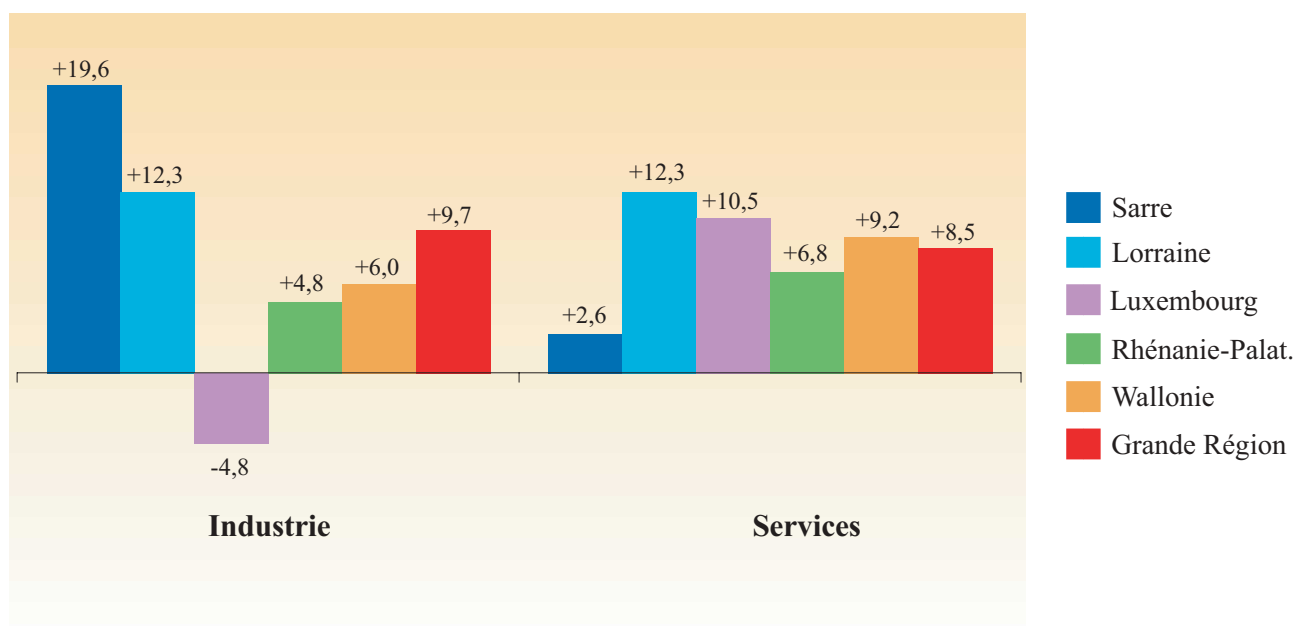


Source : Enquête communautaire sur les Forces de Travail - EUROSTAT

Dans toute la Grande Région, le changement structurel s'est répercuté, dans les années 90, sur l'évolution de l'emploi, le grand perdant étant à long terme le secteur industriel. La Lorraine constitue cependant une exception, puisque, même au cours de cette période, le nombre des actifs de l'industrie y a légèrement augmenté. Dans toutes les autres régions, le nombre des actifs de l'industrie affiche un recul sensible, le recul le plus marqué étant enregistré au Luxembourg (-20,4 %). En revanche, le nombre des actifs du secteur des services s'est fortement accru. Le Luxembourg enregistre ici la progression la plus importante avec 29,3 %, suivi de la Lorraine avec 25,9 %. Ces deux régions affichent ainsi des valeurs largement supérieures à la moyenne de la Grande Région de 16,9 %. La Wallonie atteint, pour ainsi dire, la moyenne avec une progression de 15,4 %, tandis que les deux régions allemandes enregistrent une progression de l'emploi dans le secteur des services inférieure à la moyenne.

Si l'on considère maintenant l'évolution de 1997 à 2000, l'on constate qu'elle est différente. Au cours de cette période également, le nombre des actifs du secteur des services a largement augmenté. Mais, à l'exception du Luxembourg, le nombre des actifs de l'industrie a lui aussi progressé, notamment en Sarre avec une croissance de 19,6 % et en Lorraine avec une croissance de 12,3 %, la moyenne de la Grande Région se situant à 9,7 %.

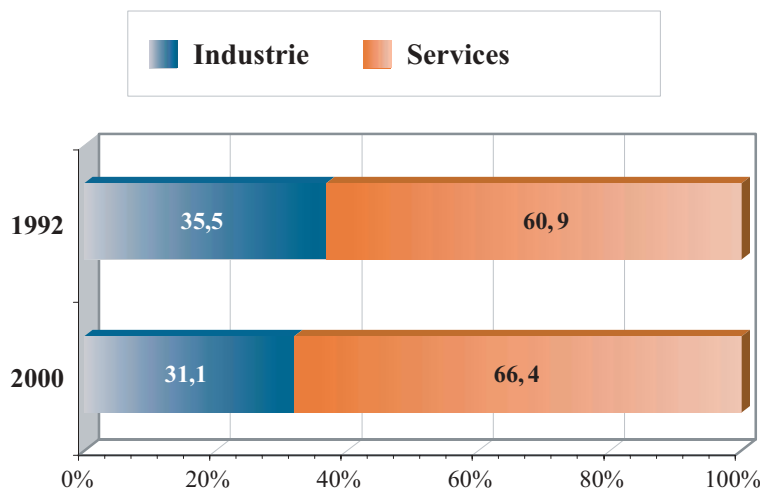
Evolution de l'emploi de 1997 à 2000 : progressions et régressions



Source : Enquête communautaire sur les Forces de Travail - EUROSTAT

Les chiffres révèlent une tendance évidente en faveur du secteur des services. La part des actifs employés dans ce secteur est passée de 60,9 % en 1992 à 66,4 % en 2000. En revanche, la part des actifs employés dans l'industrie a diminué, passant de 35,5 à 31,1 %. Cependant, l'évolution de ces trois dernières années laisse apparaître que le potentiel de progression du secteur industriel est loin d'être épuisé.

Pourcentage des actifs de la Grande Région employés dans l'industrie et dans le secteur des services



Dans la Grande Région, le changement structurel se déroule de manière inégale

Pourcentage des actifs des différentes régions employés dans l'industrie

	Industrie		Ecart 92/00*	Services		Ecart 92/00*
	1992	2000		1992	2000	
Sarre	39,9	33,7	-6,2	59,1	65,5	+6,4
Lorraine	36,5	33,0	-3,5	58,4	64,2	+5,8
Luxembourg	28,6	20,8	-7,8	65,1	76,7	+11,6
Rhénanie-Palatinat	39,7	35,2	-4,5	56,8	61,8	+5,0
Wallonie	27,6	24,2	-3,4	69,1	73,8	+4,7
Grande Région	35,5	31,1	-4,4	60,9	66,4	+5,5

* Ecart 1992/2000 en points

Source : Enquête communautaire sur les Forces de Travail - EUROSTAT

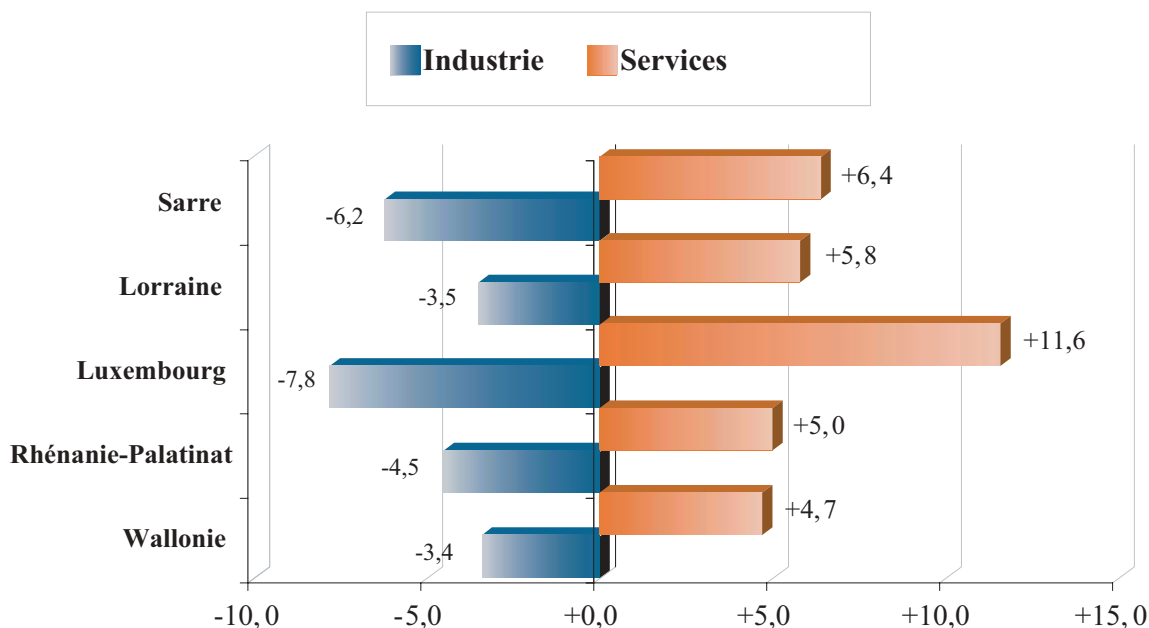
Dans la Grande Région, le changement structurel et le développement du secteur tertiaire s'accomplissent de manière inégale. Dans les deux régions allemandes notamment, la part des actifs employés dans l'industrie est supérieure à la moyenne de la Grande Région. Cependant, en ce qui concerne le secteur des services, la Sarre enregistre une nette progression puisque la part des actifs employés dans ce secteur atteint désormais 65,5 % et se rapproche ainsi de la moyenne de la Grande Région (66,4 %). La Rhénanie-Palatinat occupe toujours la dernière place dans ce domaine avec 61,8 %.

Toutes les régions et donc la Grande Région dans son ensemble enregistrent ainsi une augmentation de leur degré de tertiarisation. Mais, l'indicateur utilisé ici ("pourcentage de la population active totale") présente quelques faiblesses : La baisse de l'emploi dans l'un des secteurs économiques suffit à entraîner une hausse dans un autre secteur sans que la situation n'ait changé au sein de ce dernier. ¹³

¹³ Vgl. Zentes/Morschett: Stärkung des Arbeitsmarktes Saar - Analyse überdurchschnittlich wachsender Wirtschaftszweige im Dienstleistungsbereich, Saarbrücken 1998, S. 31

Le graphique ci-dessous illustre cette interaction :

Evolution de la répartition de la population active de 1992 à 2000 (en %)



Cette approche permet de confirmer le rôle éminent du Luxembourg et de constater que les progressions enregistrées par les deux régions allemandes dans le secteur des services résultent principalement de pertes enregistrées dans le secteur de l'industrie

Mais, étant donné que de nombreux services dépendent du nombre total d'habitants, l'on utilise souvent l'indicateur suivant : "Pourcentage des actifs d'un secteur économique dans la population totale".

Pourcentage des actifs du secteur des services dans la population active et dans la population totale

Pourcentage dans la :		1992	1999	2000	Evol. 92/00 (%)
Sarre	Population active	59,1	64,3	65,5	10,8
	Population totale	23,9	26,1	27,1	13,4
Lorraine	Population active	58,4	64,8	64,2	9,9
	Population totale	20,8	24,5	26,2	26,0
Luxembourg	Population active	65,1	75,8	76,7	17,8
	Population totale	27,5	31,1	31,8	15,6
Rhénanie-Palatinat	Population active	56,8	61,3	61,8	8,8
	Population totale	25,3	26,8	27,6	9,1
Wallonie	Population active	69,1	72,5	73,8	6,8
	Population totale	24,1	26,1	27,3	13,3
Grande Région	Population active	60,9	65,9	66,4	9,0
	Population totale	23,9	26,2	27,3	14,2

Source : Enquête communautaire sur les Forces de Travail - EUROSTAT

Cet indicateur permet lui aussi de confirmer l'analyse initiale. Dans chacune des différentes régions, comme dans la Grande Région considérée dans sa globalité, le degré de tertiarisation ne cesse de croître. En ce qui concerne le pourcentage des actifs du secteur des services par rapport à la population totale, l'on observe, en outre, une égalisation progressive entre les différentes régions, équilibre rompu uniquement par la forte progression enregistrée par le Luxembourg. L'année dernière, le nombre d'actifs dans le secteur tertiaire était en moyenne de 27,3 pour 100 habitants. Entre 1992 et 2000, ce nombre a augmenté de 14,2 % en moyenne. La Lorraine affiche ici le plus fort taux de progression (26 %).

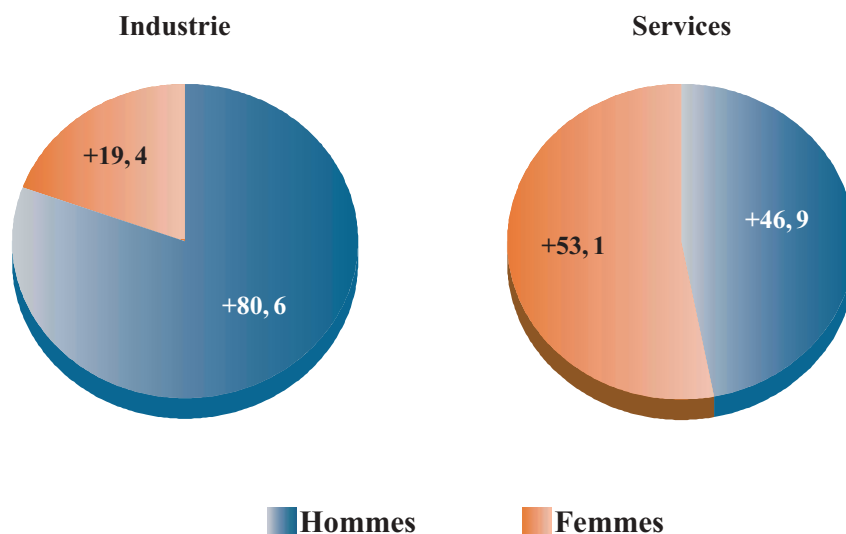
Le secteur des services emploie majoritairement des femmes

	Part des services dans le total des actifs en %			
	Année	Ensemble	Hommes	Femmes
Sarre	2000	65,5	51,5	84,4
	1999	64,3	51,1	82,5
	1992	59,1	44,1	83,4
Lorraine	2000	64,2	50,2	83,5
	1999	64,8	50,9	83,4
	1992	58,4	47,8	73,7
Luxembourg	2000	76,7	66,7	92,1
	1999	75,8	65,8	91,3
	1992	65,1	54,0	84,2
Rhénanie-Palatinat	2000	61,8	48,9	79,1
	1999	61,3	48,4	78,6
	1992	56,8	46,1	73,0
Wallonie	2000	73,8	62,1	90,5
	1999	72,5	61,0	89,4
	1992	69,1	57,9	86,1
Grande Région	2000	66,4	53,7	84,0
	1999	65,9	53,4	83,2
	1992	60,9	49,6	78,1

Source : Enquête communautaire sur les Forces de Travail - EUROSTAT

Le secteur des services est le secteur économique dans lequel les femmes sont le plus représentées : plus de 75% de toutes les femmes actives travaillent désormais dans ce secteur. Au Luxembourg, ce sont même plus de 90 % de toutes les femmes actives qui y travaillent. En l'an 2000, les femmes représentaient 53,1 % des actifs du secteur des services. Elles y sont ainsi majoritaires. En revanche, l'industrie demeure un secteur presque exclusivement masculin

Pourcentage d'hommes et de femmes dans la population active en 2000



De plus en plus de femmes travaillent à temps partiel.

		Grande Région				
		1992	1997	1998	1999	2000
Services (en milliers)	Ensemble	2 613,2	2 815,1	2 869,8	2 926,7	3 053,8
	Hommes	1 282,3	1 360,1	1 368,5	1 378,4	1 433,3
	Femmes	1 331,2	1 455,0	1 501,2	1 548,3	1 620,5
Services - Temps partiel (en milliers)	Ensemble	488,6	634,1	654,4	703,1	752,6
	Hommes	45,0	65,0	72,1	81,9	93,4
	Femmes	443,6	569,0	582,4	621,3	659,2
Part du temps partiel (en %)	Ensemble	18,7	22,5	22,8	24,0	24,6
	Hommes	3,5	4,8	5,3	5,9	6,5
	Femmes	33,3	39,1	38,8	40,1	40,7

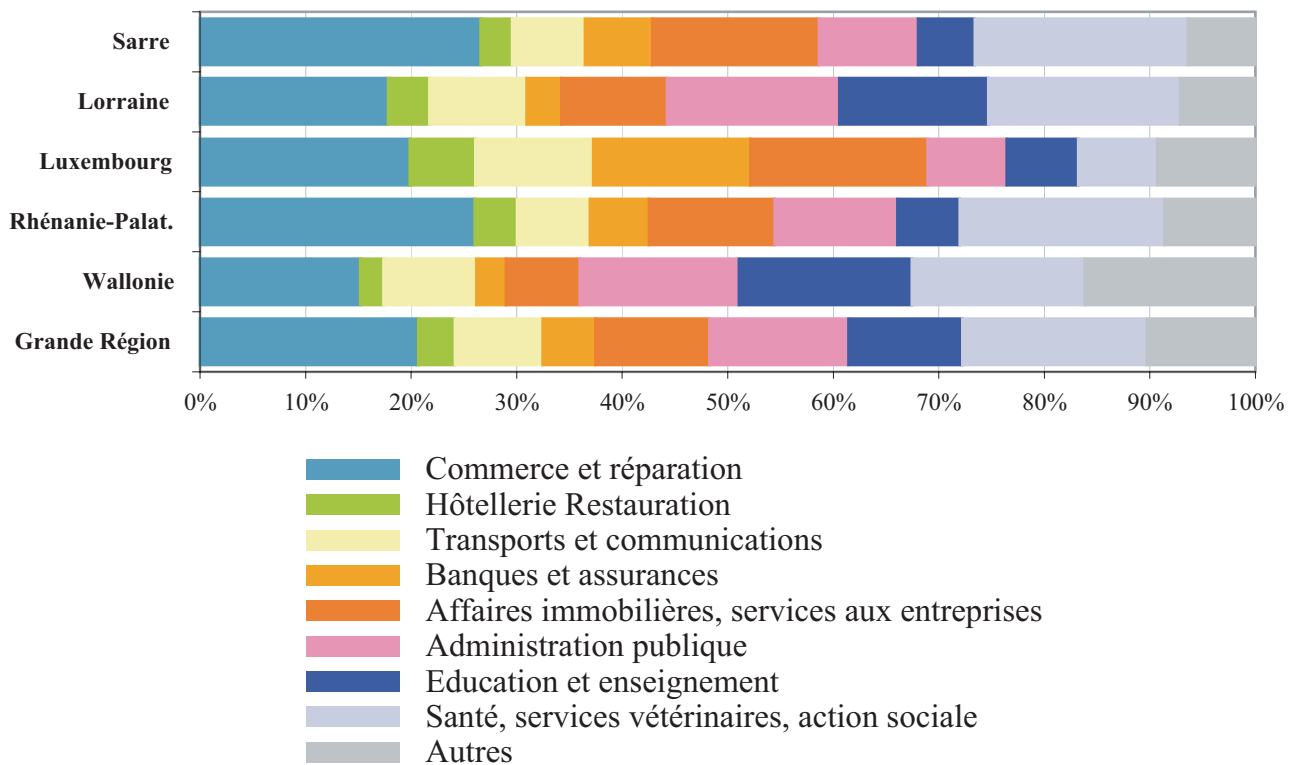
Source : Enquête communautaire sur les Forces de Travail - EUROSTAT

Les emplois de la Grande Région sont en très grande majorité des emplois à temps complet. Tous secteurs économiques confondus, la part des emplois à temps partiel représente environ 19 %. Le secteur des services est le secteur où l'on trouve le plus d'emplois à temps partiel puisqu'il compte environ 86 % de la totalité des personnes travaillant à temps partiel. Le travail à temps partiel est une activité presque exclusivement féminine : dans la Grande Région, en moyenne, 4,6 % des hommes seulement ont un emploi à temps partiel contre 39,1 % des femmes. Cette tendance est particulièrement marquée en Sarre où presque une femme active sur deux travaille à temps partiel (45,6 %). Dans la Grande Région, 40,7 % des femmes employées dans le secteur des services, en moyenne, travaillent à temps partiel.

La structure du secteur des services - Un instantané de la situation

Pour conclure, il convient d'observer plus en détail la structure du secteur des services. Puisque nous ne disposons pas actuellement de données comparables plus détaillées, nous utiliserons, pour obtenir un aperçu, un instantané de l'année 1998.

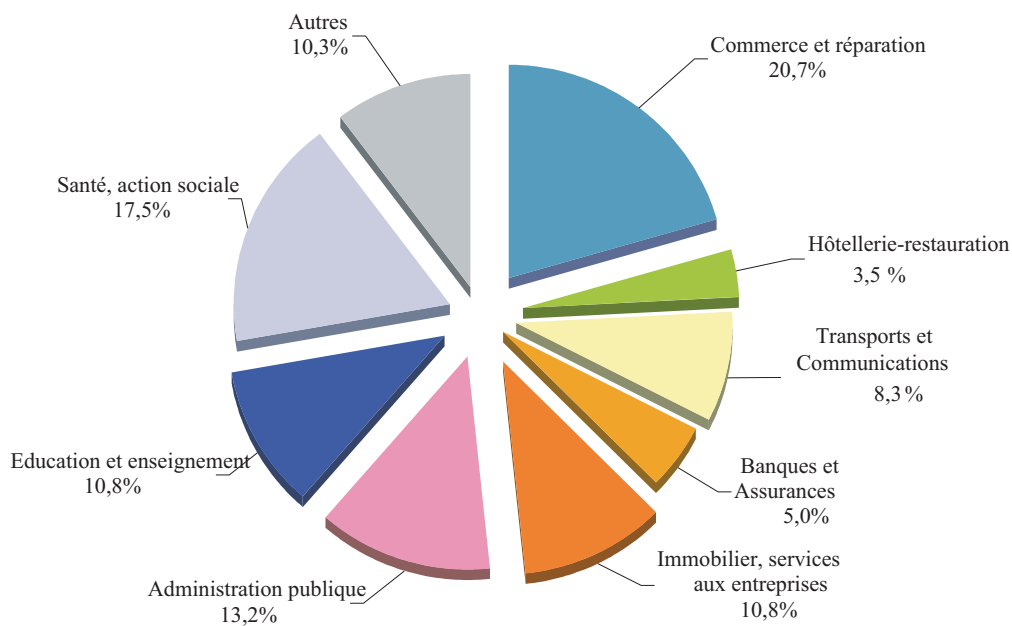
Les actifs du secteur des services par division en 1998 (en %)



en %	Sarre	Lorraine	Luxembourg	Rhénanie-Palatinat	Wallonie	Grande Région
Commerce et réparation	26,6	17,8	19,9	26,0	15,2	20,7
Hôtels, cafés et restaurants	3,0	3,9	6,2	4,0	2,2	3,5
Transports et communications	6,9	9,2	11,2	6,9	8,8	8,3
Activités financières	6,4	3,3	14,9	5,6	2,8	5,0
Immobilier et services aux entreprises	15,8	10,0	16,8	11,9	7,0	10,8
Administration publique	9,4	16,3	7,5	11,6	15,1	13,2
Education et enseignement	5,4	14,1	6,8	5,9	16,4	10,8
Santé, services vétérinaires, action sociale	20,2	18,2	7,5	19,4	16,4	17,5
Autres secteurs	6,4	7,1	9,3	8,6	16,2	10,3
Services	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Annuaire Statistique Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz-Wallonie 2000

Structure du secteur des services de la Grande Région en 1998



La polychromie du diagramme circulaire ci-dessus illustre très clairement la complexité du secteur des services dans la Grande Région. La quasi-totalité des professions tertiaires y est représentée - de l'infirmière, la caissière de supermarché, l'employé de banque au consultant en passant par l'architecte et le restaurateur. Par conséquent, il s'avère difficile de s'exprimer précisément sur la structure et les besoins de ce secteur très hétérogène. De manière générale, l'on constate que les activités tertiaires plus étroitement liées à la production (commerce, transports, travail de bureau), ainsi que les services aux personnes, en matière de santé publique par exemple, sont largement représentés.

En résumé

La tendance à la tertiarisation de la société s'est consolidée dans la Grande Région au cours des années 90. Pour 100 habitants, 27,3 travaillent aujourd'hui dans le secteur des services et la tendance continue de s'accroître bien que les taux de progression aient légèrement baissé ces trois dernières années.

L'emploi dans le secteur industriel enregistre un recul notable. Entre 1992 et 2000, la part des actifs employés dans l'industrie dans la Grande Région a diminué pour atteindre 31,1 %, tandis que la part des actifs employés dans le secteur des services a augmenté pour atteindre 66,4 %. Cependant, l'évolution dans la Grande Région est inégale. La Rhénanie-Palatinat, la Sarre et la Lorraine affichent un pourcentage d'actifs employés dans l'industrie supérieur à la moyenne de la Grande Région. Le Luxembourg et la Wallonie enregistrent les plus forts pourcentages d'actifs employés dans le secteur des services avec plus de 70 %.

Il convient cependant d'analyser cette évolution de manière nuancée car elle n'est pas linéaire. En effet, entre 1997 et 2000, le nombre des actifs employés dans l'industrie dans la Grande Région s'est de nouveau accru. La Sarre affichait notamment une hausse particulièrement prononcée. Ceci prouve que l'industrie peut encore être source d'emplois.

Les femmes sont responsables de cette progression de l'emploi. Ceci vaut notamment pour le secteur des services. Plus de 3/4 de toutes les femmes actives travaillent dans ce secteur. Il existe un lien entre le taux d'activité des femmes et la progression de l'emploi qui découle du développement des services. Par ailleurs, de plus en plus d'emplois à temps partiel sont proposés. Dans la Grande Région, la part des femmes travaillant à temps partiel dans le secteur des services est en moyenne de 40,7 %.

Le secteur des services présente une structure hétérogène. Les services les plus représentés sont le commerce et la réparation, ainsi que la santé publique. D'une part, étant donné la tendance au vieillissement de la population, la santé publique acquiert une importance particulière sur le marché de l'emploi. D'autre part, certaines enquêtes révèlent que les services aux entreprises, qui favorisent avant tout le capital humain, ont un bel avenir devant eux. Ceci concerne notamment les activités de conseil en matière de droit, d'organisation, de management, le domaine de la formation et le secteur de l'information et de la communication. Il existe, dans ce dernier, une relation étroite entre le développement industriel et les services qu'il convient d'analyser en détail. En outre, les offres de services constituent un point intéressant puisqu'elles aident à surmonter les restrictions des frontières nationales et favorisent les activités transfrontalières ("Services européens").

Rédaction :

Heinz **Bierbaum** - Info-Institut Saarbrücken

Frédéric **Chomard** - Info Institut Saarbrücken

René **Kratz** - OREFQ Nancy

Lothar **Kuntz** - Info-Institut Saarbrücken

Traduction : **Bender und Partner Sprachendienst**, Saarbrücken

ANNEXES

L'Enquête communautaire sur les Forces de Travail (EFT)

L'enquête sur les forces de travail est menée auprès d'un échantillon de ménages. Elle est coordonnée par l'Office statistique des Communautés européennes (EUROSTAT) et réalisée par les Instituts nationaux de statistique.

Elle permet l'établissement de statistiques comparables (autant que faire se peut) au niveau européen.

Le but d'une enquête telle que l'EFT est précisément de permettre le classement entre emploi, chômage, inactivité en référence aux catégories (définitions, conventions, recommandations) du Bureau international du travail (BIT) sur lesquelles s'aligne Eurostat, et d'assurer une certaine comparabilité.

Il s'agit, pour l'essentiel, d'une enquête par entretien structuré en face-à-face basé sur un questionnaire individuel principalement composé de questions fermées, et d'un nombre limité de questions ouvertes faisant l'objet d'un codage ultérieur sur base de nomenclatures spécifiques (professions, branches d'activité économique...).

Concepts de base et définitions

Rappelons que l'EFT fournit des informations sur trois groupes exhaustifs et distincts (personnes ayant un emploi, chômeurs BIT et inactifs), les individus de moins de 15 ans étant classés d'office comme économiquement inactifs.

Ainsi qu'il est signalé plus haut, la comparabilité (dans le temps et dans l'espace) au niveau international des informations relatives à l'emploi et au chômage suppose l'adoption de définitions et conventions stables. L'EFT se base sur la "Résolution concernant les statistiques de la population active, de l'emploi, du chômage et du sous-emploi", adoptée par la treizième Conférence internationale des statisticiens du travail (octobre 1982).

Les définitions essentielles sont reprises ci-après :

Emploi

Les personnes ayant un emploi (parfois nommées "actifs occupés" ou encore "travailleurs") comprennent toutes celles qui ont atteint un âge spécifié (fixé à 15 ans depuis 1992) et qui se trouvaient, durant la semaine de référence, dans une des catégories suivantes

• "emploi salarié" :

- "*personnes au travail*" : personnes qui, durant la période de référence, ont effectué un travail (avec ou sans contrat formel) moyennant un salaire ou un traitement en espèces ou en nature ;
- "*personnes qui ont un emploi mais ne sont pas au travail*" : personnes qui, ayant déjà travaillé dans leur emploi actuel, en étaient absentes durant la période de référence (pour cause de vacances, maladie, maternité, conflit social, intempéries ou autre) et avaient un lien formel avec leur emploi ;
- les *apprentis* qui ont reçu une rétribution en espèces ou en nature : ils sont considérés comme travailleurs salariés ;

· **"emploi non salarié" :**

- **"personnes au travail"** : personnes qui, durant la période de référence, ont effectué un travail en vue d'un bénéfice ou d'un gain familial, en espèces ou en nature (les aides familiaux non rémunérés sont considérés comme travailleurs non salariés) ;
- **"personnes ayant une entreprise mais n'étant pas au travail"** : personnes qui, durant la semaine de référence, avaient une entreprise (industrielle, commerciale, agricole ou de services), mais n'étaient temporairement pas au travail pour toute raison spécifique.

Dans la pratique, on interprète la notion de "travail effectué au cours de la période de référence" comme un travail d'une durée d'une heure au moins. On entend par là que même un travailleur à temps très partiel est censé avoir un emploi.

Population inactive

La "population inactive" comprend toutes les personnes, y compris celles âgées de moins de 15 ans, qui n'étaient pas économiquement actives comme défini précédemment, notamment : celles s'occupant exclusivement de leur ménage (homme ou femme au foyer), les travailleurs bénévoles (pour une institution humanitaire par exemple), les étudiants et les retraités (pour autant qu'ils n'exercent pas la moindre activité rémunérée).

Taux de chômage

Les taux de chômage retenus par Eurostat sont obtenus en divisant le nombre de chômeurs par les données correspondantes de la population active. Le point de départ est l'enquête communautaire sur les forces de travail (EFT).

La définition du chômage utilisée dans l'EFT correspond à celle du Bureau International du Travail, selon laquelle les chômeurs sont les personnes de 15 ans ou plus qui, au cours de la période de référence, étaient sans travail, disponibles pour travailler et à la recherche active d'un emploi.

Pour chaque catégorie, le chômage, estimé en avril pour chaque Etat membre, est régionalisé sur la base du nombre de personnes inscrites auprès des bureaux de placement en avril de la même année. Les données relatives à la population active sont régionalisées sur la base des résultats de l'EFT.

Chômage au sens du BIT

Les chômeurs au sens du BIT ("actifs inoccupés") comprennent toutes les personnes ayant atteint l'âge de 15 ans, qui au cours de la période de référence étaient à la fois :

- **"sans travail"**, c'est-à-dire n'étaient pourvues ni d'un emploi salarié, ni d'un emploi non salarié, comme défini ci-dessus ;
- **"disponibles pour travailler"** dans un emploi salarié ou non salarié ; ceci signifie, dans le cadre de l'EFT, que si un travail était trouvé dans la semaine de référence considérée, la personne serait capable de commencer à travailler dans un délai de deux semaines ;
- **"à la recherche d'un emploi"**, c'est-à-dire qui avaient pris des dispositions spécifiques au cours d'une période récente spécifiée pour chercher un emploi salarié ou un emploi non salarié (dans le cadre de l'EFT, seules les méthodes actives utilisées au cours des quatre dernières semaines précédant l'entretien sont enregistrées ; les personnes ayant déjà trouvé un emploi (avant ou durant la semaine de référence) qui commencera ultérieurement sont rangées parmi les chômeurs BIT, indépendamment des démarches entreprises au cours des quatre dernières semaines).

Taux d'activité, taux d'emploi

Le **taux d'activité** représente les "forces de travail" (personnes actives occupées et personnes en chômage) en pourcentage de la population de 15 à 64 ans.

Le **taux d'emploi** (ou taux d'occupation) représente les personnes en emploi (actifs occupés) en pourcentage de la population de 15 à 64 ans.

Liste des indicateurs régionaux de l'enquête communautaire sur les Forces de travail :

- Chômeurs par sexe et âge
- Population active par âge et sexe
- Taux d'activité par âge et sexe
- Personnes ayant un emploi par secteur, temps plein/partiel, sexe
- Taux d'emploi par sexe
- Nombre de ménages
- Population par âge et sexe

Eclairage sur l'allocation chômage

De nouvelles mesures d'activation centrées sur les chômeurs de longue durée, en Belgique ¹⁴

C'est pour réagir à la forte croissance du chômage qu'a été introduit, en Belgique, en 1982, un mécanisme d'intéressement à la reprise d'un emploi à temps partiel. Cette disposition reposait sur la possibilité pour un chômeur de cumuler son salaire avec une fraction de ses allocations chômage. Dans le contexte de reprise d'emploi, notamment dans les années 90, ce dispositif s'est accompagné par une restriction des droits à l'assurance chômage et la mise en place de nouvelles mesures d'activation centrées sur les chômeurs de longue durée. Deux de ces mesures permettent aux chômeurs de longue durée de cumuler allocation de chômage et revenu d'activité.

Allocation après stage en Belgique

(in Article *L'Interminable attente des jeunes* paru dans *Le Soir* du 23/04/01)

La France et l'Allemagne ne prévoient pas, concernant les allocations chômage pour les jeunes demandeurs d'emploi qui se trouvent sans emploi à l'issue des études ou de la formation, de système d'indemnisation équivalent au dispositif belge, tel qu'il est détaillé ci-dessous :

Allocations d'attente : Elles sont accordées après la période d'obligation scolaire, sur la base des études, lorsqu'elles sont terminées.

Allocations de transition: Elles sont accordées pendant la période d'obligation scolaire à temps réduit (de 15 à 18 ans) à l'élève qui suit un enseignement à horaire réduit ou à une formation reconnue. Apparu en 1984, ce régime ne concerne qu'une infime minorité : 283 personnes en ont bénéficié en 2000.

Démarches : Diplômes en poche, les jeunes à la recherche d'un emploi sont invités à s'inscrire comme demandeurs d'emploi dans les services régionaux dépendant du FOREM (Wallonie). Cette démarche est indispensable pour faire démarrer le stage d'attente et ouvrir le droit à une allocation d'attente si, au terme du stage, la recherche d'emploi n'a pas abouti.

Durée : Le stage d'attente est de 155 jours pour les moins de 18 ans, de 233 pour les jeunes de 18 à 26 ans et de 310 entre 26 et 30 ans..

Montants : Ils varient selon l'âge et la catégorie familiale des jeunes. Un chef de famille reçoit une indemnité de 31 850 BEF par mois. Un " isolé " de moins de 18 ans bénéficie d'une allocation mensuelle de 8 866 BEF. Elle s'élèvera à 13 996 BEF pour les jeunes entre 18 et 20 ans, et à 21 788 BEF pour les plus de 21 ans.

Le PARE en France à compter de juillet 2001

Depuis le 1er juillet 2001, les chômeurs inscrits aux ASSEDIC (ASSociation pour l'Emploi Dans l'Industrie et le Commerce) peuvent signer un PARE (Plan d'Aide au Retour à l'Emploi). En le signant, les chômeurs devraient bénéficier d'une allocation non dégressive et d'un véritable suivi personnalisé vers le retour à l'emploi à travers un Projet d'Action Personnalisé (PAP) conclu avec l'ANPE (Agence Nationale Pour l'Emploi). En contrepartie du suivi personnalisé et de la non-dégressivité des allocations, le chômeur s'engage par écrit à rechercher activement un emploi et à le prouver, à répondre aux convocations de l'ANPE et aux propositions d'emploi, de formation ou de reclassement, sous peine de voir ses indemnités chômage suspendues voire supprimées.

14. Activités occasionnelles et dynamiques d'insertion des chômeurs: une comparaison de quatre pays européens (Belgique, Danemark, Pays-Bas, Royaume Uni), Premières informations, premières synthèses Nr. 24.1, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité,

Allocation Chômage – quelques éléments de comparaison pour la Grande Région à la date de janvier 1999

ALLEMAGNE	BELGIQUE	FRANCE	LUXEMBOURG
<p>Bénéficiaires</p> <p>Tous les travailleurs salariés âgés de moins de 65 ans, y compris les jeunes handicapés et les travailleurs en formation dès lors qu'ils remplissent les conditions d'attribution des prestations.</p> <p>Stage en cas d'admission sur base des études ou d'un apprentissage</p> <p>Aucun</p>	<p>Bénéficiaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le travailleur salarié. - Le jeune demandeur d'emploi qui se trouve sans emploi à l'issue de ses études ou de sa formation. <p>Stage en cas d'admission sur base des études ou d'un apprentissage (Allocation d'attente)</p> <p>Il faut avoir terminé des études ouvrant droit aux allocations dans un établissement d'enseignement organisé, subventionné ou reconnu par une Communauté ou avoir obtenu le diplôme pour ces études devant le jury central. La réalisation d'un contrat d'apprentissage ouvre également droit aux allocations.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le demandeur d'emploi doit avoir mis fin à tout type d'études (études du cycle secondaire) de plein exercice ou d'apprentissage. • Le demandeur d'emploi doit avoir accompli, après la fin des études ou de l'apprentissage et avant la demande d'allocations, une période de stage variant avec l'âge atteint au moment de la demande <p>moins de 18 ans : 155 jours moins de 26 ans : 233 jours de stage de 26 à moins de 30 ans : 310 jours</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Les travailleurs salariés</p> <p>Stage en cas d'admission sur base des études ou d'un apprentissage</p> <p>Aucun</p>	<p>Bénéficiaires</p> <p>Tout travailleur salarié. Tout jeune chômeur qui, à la fin de sa formation à plein temps, se trouve sans emploi, est domicilié au Luxembourg et est âgé de moins de 21 ans le jour de son inscription comme chômeur (par voie réglementaire, cette limite d'âge peut être relevée jusqu'à 28 ans). Tout travailleur indépendant qui a dû cesser son activité en raison de difficultés économiques et financières. Il doit être domicilié sur le territoire du Luxembourg et justifier d'au moins 5 ans d'assurance pension obligatoire).</p> <p>Stage en cas d'admission sur base des études ou d'un apprentissage</p> <p>- Les jeunes chômeurs sont dispensés de la condition de stage s'ils se font inscrire comme demandeurs d'emploi dans les 12 mois suivant la fin de leur formation.</p>

Allocation Chômage – quelques éléments de comparaison pour la Grande Région à la date de janvier 1999

ALLEMAGNE

Prestations (Chômage complet)

Périodes D'emploi	Age	Durée des droits
360 jours	-	156 jours
480 jours	-	208 jours
600 jours	-	260 jours
720 jours	-	312 jours
840 jours	45 ans	364 jours
960 jours	45 ans	416 jours
1080 jours	45 ans	468 jours
1200 jours	47 ans	520 jours
1320 jours	47 ans	572 jours

BELGIQUE

Prestations (Chômage complet)

Durée illimitée en principe. Le droit aux allocations peut cependant être suspendu en cas de chômage de longue durée (c'est-à-dire de chômage dont la durée dépasse 1,5 fois la durée moyenne régionale).

FRANCE

Prestations (Chômage complet)

Elle varie en fonction de l'âge et de la durée d'affiliation



Durée d'affiliation	Durée d'indemnisation	
	Taux normal	Taux dégressif par périodes de 6 mois
• 4 mois au cours des 8 derniers mois	4 mois	-
• 6 mois au cours des 12 derniers mois	4 mois	3 mois / -15 %
• 8 mois au cours des 12 derniers mois		
* moins de 50 ans	4 mois	11 mois/ -17 %
* 50 ans et plus	7 mois	14 mois/ - 15 %
• 14 mois au cours des 24 derniers mois		
* moins de 50 ans	9 mois	21 mois/ -17 %
* 50 ans et plus	15 mois	30 mois / -15 %
• 27 mois au cours des 36 derniers mois		
* 50 - 54 ans	20 mois	25 mois / -15 %
* 55 ans et plus	27 mois	33 mois / - 8 %

N.B. Allocation chômeurs dés (40 ans au moins validés au titre de l'assurance vieillesse et âgés de plus de 59 ans et 6 mois) : maintien de l'Allocation Unique Dégressive (AUD) au taux plein accordée à l'ouverture de l'indemnisation, sans dégressivité, jusqu'à 60 ans. Il doit déposer un dossier auprès de l'ASSEDIC dont il dépend

LUXEMBOURG

Prestations (Chômage complet)

La durée maximale d'indemnisation est fixée à 365 jours calendaires au cours d'une période de référence de 24 mois. Mais, pour un chômeur de 50 ans au moins, le droit est maintenu à sa demande pour une période de

- 12 mois au plus, lorsque le chômeur justifie de 30 années au moins d'affiliation obligatoire à l'assurance pension,
- 9 mois au plus, lorsque le chômeur justifie de 25 années au moins d'affiliation obligatoire à l'assurance pension,
- 6 mois au plus, lorsque le chômeur justifie de 20 années au moins d'affiliation obligatoire à l'assurance pension.

Remarque : Le directeur de l'administration de l'emploi peut, sur demande, décider du maintien ou de la reprise du droit à indemnité pour une nouvelle période de 182 jours lorsque le chômeur est particulièrement difficile à placer et que ses droits sont épuisés (s'il ne peut pas bénéficier des dispositions pour la prolongation de l'indemnisation des chômeurs de plus de 50 ans).

Il est mis en place un réseau des institutions concernées dans la Grande Région.
Les partenaires de ce réseau sont les instituts suivants :

Lorraine	CRD des EURES Transfrontaliers de Lorraine Centre de Ressources et de Documentation des EURES Transfrontaliers de Lorraine = Centre de documentation chargé de la diffusion de brochures pour le réseau régional EURES et service de formation des conseillers EURES	Madame Marie Judlin
	Observatoire Regional de l'Emploi, de la Formation et des Qualifications Observatoire Régional de l'Emploi, de la Formation et des Qualifications Réseau technique chargé de la col- lecte et de la diffusion de données et de chiffres quantitatifs et qualitatifs dans les domaines de l'emploi, de la formation et de la qualification en Lorraine	Madame Catherine Filpa
Wallonie	Observatoire wallon pour l'emploi Observatoire de l'emploi de la région wallonne avec les volets Statistiques, Quali- fication et Développement Régional du marché de l'emploi	Monsieur Jean-Paul Duprez
Communauté Germanophone de Belgique	Abeo Ostbelgien Observatoire de l'emploi Belgique Orientale du Comité régional chargé de la formation professionnelle et du soutien à l'emploi de la Communauté germanophone de Belgique	Monsieur Philippe Schmitz
Luxembourg	ADEM EURES Domaine EURES de l'administration luxembourgeoise chargée de l'emploi (ADEM) aux fins de coopération dans les deux régions de l'EURES, PED et Sarre-Lor-Lux-Rhénanie-Palatinat	Monsieur Arthur Tibesar
Sarre et Rhénanie- Palatinat	INFO-Institut Institut chargé de l'organisation et de la politique des entreprises avec le bureau du coordinateur du volet EURES Sarre-Lor-Lux- Rhénanie-Palatinat	Prof. Dr. Heinz Bierbaum

La coordination des activités est assumée par un Secrétariat Permanent.
Cette fonction est assurée par l'**INFO-Institut** sous la direction du Prof. Heinz Bierbaum.

Données socio-économiques pour la Sarre
Sozio-ökonomische Angaben für das Saarland

	Intitulé - Erläuterungen	Date - Datum	1992	1997	1998	1999	2000	Sources - Quelle
La population - Bevölkerung								
Population - Bevölkerung		01.01.	1 077 000	1 084 000	1 081 000	1 074 000	1 071 500	Eurostat
dont par groupe d'âge - davon nach Altersgruppe								
0-19		01.01.	211 500	220 300	219 800	218 400	217 100	Eurostat
20-25	20 - 24	01.01.	78 500	55 100	53 900	53 600	54 200	Eurostat
26-59	25 - 59	01.01.	551 600	556 000	549 200	539 500	531 600	Eurostat
60 et plus - und mehr		01.01.	235 300	252 800	257 900	262 700	268 600	Eurostat
15 - 64		01.01.	746 100	733 700	729 800	723 800	719 800	Eurostat
L'emploi - Beschäftigung								
Emplois salariés - Total - sozialvers.pfl. Beschäftigte insg.		30.06.	358 550	339 284	342 166	348 819	356 206	LAA Rh-Pf-Saar
Emplois salariés - Hommes - sozialvers.pfl. beschäftigte Männer		30.06.	222 626	203 799	206 054	209 466	212 524	LAA Rh-Pf-Saar
Emplois salariés - Femmes - sozialvers.pfl. beschäftigte Frauen		30.06.	135 924	135 485	136 112	139 353	143 682	LAA Rh-Pf-Saar
Emplois non salariés - Selbständige	am Arbeitsort / VGR	JD	39 800	44 900	44 800	43 500	43 600	StatLA Saar/leig. Berechn.
Emploi total (salariés + non salariés) - Erwerbstätige insg.	am Arbeitsort / VGR	JD	482 300	476 800	484 900	492 200	501 300	StatLA Saarland
Emploi total (salariés + non salariés) - Erwerbstätige insg.	am Wohnort / Mikrozensus	April (92: Mai)	441 000	411 000	425 000	439 000	450 000	Stat.Bundesamt
Emploi total (salariés + non salariés) - Hommes - Erwerbstätige - Männer	am Wohnort / Mikrozensus	April (92: Mai)	275 000	244 000	250 000	256 000	260 000	Stat.Bundesamt
Emploi total (salariés + non salariés) - Femmes - Erwerbstätige - Frauen	am Wohnort / Mikrozensus	April (92: Mai)	167 000	167 000	175 000	183 000	190 000	Stat.Bundesamt
Emploi total (salariés + non salariés) - Erwerbstätige insg.	Beschäftigte / Arbeitskräfteerhebung		436 100	412 000	424 300	436 100	443 300	Eurostat
Emploi total (salariés + non salariés) - Hommes - Erwerbstätige - Männer	Beschäftigte / Arbeitskräfteerhebung		269 900	243 900	248 800	251 900	254 700	Eurostat
Emploi total (salariés + non salariés) - Femmes - Erwerbstätige - Frauen	Beschäftigte / Arbeitskräfteerhebung		166 200	168 100	175 500	184 200	188 600	Eurostat
Taux d'emploi - Erwerbstätigenquote insg. % (Population active occupée / population totale âgée de 15 à 64 ans - Anteil der Erwerbstätigen an der Bevölkerung im Alter 15 bis unter 65 Jahren)	Beschäftigungsquote / Arbeitskräfteerhebung		58,1	57,8	59,8	61,4	61,5	Eurostat
Taux de l'emploi - Hommes - Erwerbstätigenquote - Männer %	Beschäftigungsquote / Arbeitskräfteerhebung		70,8	67,7	69,5	70,0	70,2	Eurostat
Taux de l'emploi - Femmes - Erwerbstätigenquote - Frauen %	Beschäftigungsquote / Arbeitskräfteerhebung		45,0	47,8	49,9	52,6	52,7	Eurostat
Taux de l'emploi par groupe d'âge 50 - 64 ans - Erwerbstät. quote Altersgruppe 50 - 64 J. %								
Taux d'activité - Erwerbsquote insg. % (Population active totale / population totale - Anteil Erwerbspersonen* an Gesamtbevölkerung)	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung		51,2	49,5	50,8	52,0	52,3	Eurostat
Taux d'activité - Hommes - Erwerbsquote - Männer %	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung		66,6	61,6	62,9	63,0	nd	Eurostat
Taux d'activité - Femmes - Erwerbsquote - Frauen %	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung		37,0	38,3	39,8	42,0	nd	Eurostat
Taux d'activité par groupe d'âge 50 - 64 ans - Erwerbsquote Altersgruppe 50 - 64 J. %	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung 55 - 64 Jahre		28,9	30,8	31,2	31,8	33,1	Eurostat
Actifs résidant sur le lieu de travail / Erwerbstätige am Wohnort	Sozialvers.pfl. Besch. am Wohnort	30.06.	340 222	315 410	316 206	321 779	325 334	LAA Rh-Pf-Saar
Actifs ne résidant pas sur le lieu de travail / Erwerbstätige am Arbeitsort	Sozialvers.pfl. Besch. am Arbeitsort	30.06.	358 550	339 284	342 166	348 819	356 206	LAA Rh-Pf-Saar
Nombre de frontaliers - Grenzgänger wohnhaft in			nd	nd	3 303	nd	3 625	EURES / Stat. Ämter der Großregion

Données socio-économiques pour la Sarre Sozio-ökonomische Angaben für das Saarland

	Intitulé - Erläuterungen	Date - Datum	1992	1997	1998	1999	2000	Sources - Quelle
PIB - BIP	in Mill. Euro /Ecu		nd	22 619,9	23 276,5	nd	nd	Eurostat
Les demandeurs d'emploi - Arbeitsuchende								
Demands d'emploi - Total - Arbeitsuchende insg.		JD	54 369	70 357	65 958	63 244	59 731	LAA Rh-Pf-Saar
Demands d'emploi - Hommes - arbeitsuchende Männer		JD	33 428	43 394	40 022	37 586	34 616	LAA Rh-Pf-Saar
Demands d'emploi - Femmes - arbeitsuchende Frauen		JD	20 941	26 963	25 936	25 658	25 115	LAA Rh-Pf-Saar
Les jeunes demandeurs d'emploi - Junge Arbeitsuchende								
Demands d'emploi - Jeunes de moins de 20 ans - Jugendliche Arbeitsuchende unter 20 Jahren		JD	nd	nd	nd	1 642	1 733	LAA Rh-Pf-Saar
Demands d'emploi - Jeunes de moins de 25 ans - Junge Arbeitsuchende unter 25 Jahren		JD	nd	nd	nd	7 246	7 107	LAA Rh-Pf-Saar
Les chômeurs - Arbeitslose								
Chômeurs - Total - Arbeitslose insg.	Arbeitskräfteerhebung		27 800	46 000	44 300	39 900	38 200	Eurostat
Chômeurs - Hommes - arbeitslose Männer	Arbeitskräfteerhebung		16 700	29 400	28 400	25 300	23 500	Eurostat
Chômeurs - Femmes - arbeitslose Frauen	Arbeitskräfteerhebung		11 200	16 800	16 200	14 800	14 700	Eurostat
Les jeunes chômeurs - Junge Arbeitslose								
Chômeurs - Jeunes de moins de 20 ans - jugendliche Arbeitslose unter 20 Jahren		JD	1 144	1 499	1 292	1 286	1 355	LAA Rh-Pf-Saar
Chômeurs - Jeunes de moins de 25 ans - junge Arbeitslose unter 25 Jahren	Arbeitskräfteerhebung		4 200	6 400	5 600	5 200	5 800	Eurostat
Les chômeurs handicapés - Schwerbehinderte Arbeitslose								
Chômeurs - Handicapés - schwerbehinderte Arbeitslose		JD	3 767	4 309	4 045	3 723	3 480	LAA Rh-Pf-Saar
Les chômeurs de longue durée - Langzeitarbeitslose								
Chômeurs de longue durée - Langzeitarbeitslose	mehr als 12 Monate / Arbeitskräfteerhebung		13 100	26 400	29 900	25 700	22 600	Eurostat
Taux de chômage - Arbeitslosenquote								
Taux de chômage - Total - Arbeitslosenquote insg. %	Arbeitskräfteerhebung		6,0	10,2	9,6	8,5	8,0	Eurostat
Taux de chômage - Hommes - Arbeitslosenquote Männer %	Arbeitskräfteerhebung		5,7	10,9	10,4	9,3	8,5	Eurostat
Taux de chômage - Femmes - Arbeitslosenquote Frauen %	Arbeitskräfteerhebung		6,4	9,2	8,5	7,5	7,3	Eurostat
Taux de chômage - Jeunes de moins de 20 ans - Arbeitslosenquote Jugendliche unter 20 Jahren %	bezogen auf die abh. zivilen Erwerbspersonen*	JD	6,3	10,8	9,4	9,1	8,2	LAA Rh-Pf-Saar
Taux de chômage - Jeunes de moins de 25 ans - Arbeitslosenquote Junge Erwachsene unter 25 Jahren %	Arbeitskräfteerhebung		6,1	14,2	11,3	10,8	11,3	Eurostat
Offres d'emploi collectées par l'agence nationale pour l'emploi - Offene Stellen Arbeitsamt								
Offres d'emploi - Total - Offene Stellen insg.		JD	4 101	4 364	4 954	4 839	5 576	LAA Rh-Pf-Saar

JD = Jahresdurchschnitt (moyenne annuelle)

nd = non disponible - nicht verfügbar

* abhängige zivile Erwerbspersonen (sozialversicherungspfl. und geringfügig Beschäftigte, Beamte sowie Arbeitslose)

Données socio-économiques pour la Lorraine
 Sozio-ökonomische Angaben für Lothringen

	Intitulé - Erläuterungen	Date - Datum	1992	1997	1998	1999	2000	Sources - Quelle
La population - Bevölkerung								
Population - Bevölkerung		01.01. (Eurostat)	2 299 000	2 311 000	2 309 000	2 310 000	nd	Eurostat / INSEE
dont par groupe d'âge - davon nach Altersgruppe								nd
0-19		01.01. (Eurostat)	648 000	614 200	609 100	578 800	nd	Eurostat / INSEE
20 - 25	20 - 24 (Eurostat)	01.01. (Eurostat)	176 300	157 600	151 100	149 500	nd	Eurostat / INSEE
26 - 59	25 - 59 (Eurostat)	01.01. (Eurostat)	1 088 200	1 084 000	1 055 100	1 099 700	nd	Eurostat / INSEE
60 et plus - und mehr		01.01. (Eurostat)	419 100	455 600	460 600	482 200	nd	Eurostat / INSEE
15 - 64		01.01. (Eurostat)	1 521 500	1 518 500	1 516 600	1 524 200	nd	Eurostat / INSEE
L'emploi au 31/12 de l'année - Beschäftigung zum 31/12 des Jahres								
Emplois salariés - Total - sozialvers.pfl. Beschäftigte insg.	Estimations d'emploi sur le lieu de travail	31.12.	724 141	728 232	739 365	752 754	nd	INSEE
Emplois salariés - Hommes - sozialvers.pfl. beschäftigte Männer	Estimations d'emploi sur le lieu de travail	31.12.	418 830	411 026	414 712	421 243	nd	INSEE
Emplois salariés - Femmes - sozialvers.pfl. beschäftigte Frauen	Estimations d'emploi sur le lieu de travail	31.12.	305 311	317 206	324 653	331 511	nd	INSEE
Emplois non salariés - Selbständige	Estimations d'emploi sur le lieu de travail	31.12.	74 515	68 573	68 860	68 732	nd	INSEE
Emploi total (salariés + non salariés) - Erwerbstätige insg.	Estimations d'emploi sur le lieu de travail	31.12.	798 656	796 805	808 225	821 486	nd	INSEE
Emploi total (salariés + non salariés) - Hommes - Erwerbstätige - Männer			nd	nd	nd	nd	nd	INSEE
Emploi total (salariés + non salariés) - Femmes - Erwerbstätige - Frauen			nd	nd	nd	nd	nd	INSEE
Emploi total (salariés + non salariés) - Erwerbstätige insg.	Beschäftigte / Arbeitskräfteerhebung		822 000	813 800	875 200	873 900	941 300	Eurostat
Emploi total (salariés + non salariés) - Hommes - Erwerbstätige - Männer	Beschäftigte / Arbeitskräfteerhebung		485 300	462 900	492 400	501 500	547 300	Eurostat
Emploi total (salariés + non salariés) - Femmes - Erwerbstätige - Frauen	Beschäftigte / Arbeitskräfteerhebung		336 800	350 800	382 800	372 400	394	Eurostat
Taux d'emploi - Total (Actifs occupés / Population active totale) - Erwerbstätigenquote insg. %	Beschäftigungsquote / Arbeitskräfteerhebung		57,1	57,9	59,1	58,7	61,6	Eurostat
Taux d'emploi - Hommes - Erwerbstätigenquote - Männer %	Beschäftigungsquote / Arbeitskräfteerhebung		68,9	65,9	66,2	67,3	70,1	Eurostat
Taux d'emploi - Femmes - Erwerbstätigenquote - Frauen %	Beschäftigungsquote / Arbeitskräfteerhebung		45,9	50,0	52,0	50,0	52,6	Eurostat
Taux d'emploi par groupe d'âge 50 - 64 ans - Erwerbstät. quote Altersgr. 50 - 64 J. %			nd	nd	nd	nd	nd	
Taux d'activité total - Erwerbsquote insg.* %	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung		52,5	52,7	54,0	53,9	56,5	Eurostat
Taux d'activité - Hommes - Erwerbsquote - Männer* %	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung		62,7	60,8	61,7	62,1	nd	Eurostat
Taux d'activité - Femmes - Erwerbsquote - Frauen* %	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung		43,3	45,1	46,6	46,2	nd	Eurostat
Taux d'activité par groupe d'âge 55 - 64 ans - Erwerbsquote Altersgruppe 55 - 64 J. %*	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung		25,3	24,7	23,9	25,4	28,0	Eurostat
Actifs résidant sur le lieu de résidence / Erwerbstätige am Wohnort			962 199	nd	nd	1 011 972	nd	INSEE
Actifs ne résidant pas sur le lieu de travail / Erwerbstätige am Arbeitsort			nd	nd	nd	nd	nd	
Nombre de frontaliers - Grenzgänger wohnhaft in			39 749	55 117	60 308	64 923	73 730	INSEE / EURES / Stat. Ämter der Großregion

Données socio-économiques pour la Lorraine
Sozio-ökonomische Angaben für Lothringen

	Intitulé - Erläuterungen	Date - Datum	1992	1997	1998	1999	2000	Sources - Quelle
PIB - BIP total	in Mill. Euro / Ecu		nd	40 564,5	42 051,2	nd	nd	Eurostat
Les demandeurs d'emploi - Arbeitsuchende								
Demandeurs d'emploi - Total - toutes catégories - Arbeitsuchende Insg.			115 049	159 577	159 838	147 502	nd	INSEE
Demandeurs d'emploi - Hommes - toutes catégories - arbeitsuchende Männer			53 417	71 569	70 265	62 228	nd	INSEE
Demandeurs d'emploi - Femmes - toutes catégories - arbeitsuchende Frauen			61 632	88 008	89 573	84 274	nd	INSEE
Les jeunes demandeurs d'emploi - Junge Arbeitsuchende								
Demandeurs d'emploi - Jeunes de moins de 20 ans - toutes catégories - Jugendliche Arbeitsuchende unter 20 Jahren			5 509	6 014	6 500	5 885	nd	INSEE
Demandeurs d'emploi - Jeunes de moins de 25 ans - toutes catégories - Junge Arbeitsuchende unter 25 Jahren			33 073	37 267	35 258	30 191	nd	INSEE
Les chômeurs - Arbeitslose								
Chômeurs - Total - Arbeitslose Insg.	Arbeitskräfteerhebung		81 700	103 100	100 900	97 400	80 700	Eurostat
Chômeurs - Hommes - arbeitslose Männer	Arbeitskräfteerhebung		35 100	47 200	44 700	44 200	34 900	Eurostat
Chômeurs - Femmes - arbeitslose Frauen	Arbeitskräfteerhebung		46 600	55 100	55 300	53 100	45 100	Eurostat
Les jeunes chômeurs - Junge Arbeitslose								
Chômeurs - Jeunes de moins de 20 ans - catégories 1 et 6 - jugendliche Arbeitslose unter 20 Jahren			5 208	5 244	5 668	4 934	nd	INSEE
Chômeurs - Jeunes de moins de 25 ans - jeune Arbeitslose unter 25 Jahren	Arbeitskräfteerhebung		23 800	25 500	23 900	22 000	18 300	Eurostat
Les chômeurs handicapés - Schwerbehinderte Arbeitslose								
Chômeurs - Handicapés - schwerbehinderte Arbeitslose			3 104	7 649	8 391	8 633	nd	INSEE
Les chômeurs de longue durée - Langzeitarbeitslose								
Chômeurs de longue durée - catégories 1 et 6 - Langzeitarbeitslose	mehr als 12 Monate / Arbeitskräfteerhebung		25 100	41 100	44 800	40 200	31 400	Eurostat
Taux de chômage - Arbeitslosenquote								
Taux de chômage - Total - Arbeitslosenquote Insg. %	Arbeitskräfteerhebung		8,9	11,3	10,3	10,0	7,8	Eurostat
Taux de chômage - Hommes - Arbeitslosenquote Männer %	Arbeitskräfteerhebung		6,7	9,3	8,2	8,1	6	Eurostat
Taux de chômage - Femmes - Arbeitslosenquote Frauen %	Arbeitskräfteerhebung		11,8	13,5	12,6	12,3	10	Eurostat
Taux de chômage - Jeunes de moins de 20 ans - Arbeitslosenquote Jugendliche unter 20 Jahren %			nd	nd	nd	nd	nd	
Taux de chômage - Jeunes de moins de 25 ans - Arbeitslosenquote Junge Erwachsene unter 25 Jahren %	Arbeitskräfteerhebung		19,1	29,4	25,8	23,4	18,2	Eurostat
Offres d'emploi collectées par l'agence nationale pour l'emploi - Offene Stellen Arbeitsamt								
Offres d'emploi - Total - toutes catégories - Offene Stellen Insg.			39 806	75 744	86 929	95 379	nd	INSEE

nd = non disponible - nicht verfügbar

Données socio-économiques pour Luxembourg Sozio-ökonomische Angaben für Luxemburg

	Intitulé - Erläuterungen	Date - Datum	1992	1997	1998	1999	2000	Sources - Quelle
La population - Bevölkerung								
Population - Bevölkerung		01.01.	390 000	418 000	424 000	429 000	435 700	Eurostat
dont par groupe d'âge - davon nach Altersgruppe								Eurostat
0 - 19		01.01.	90 300	100 700	102 600	104 500	106 400	Eurostat
20 - 25	20 - 24	01.01.	27 800	25 100	24 600	24 700	25 200	Eurostat
26 - 59	25 - 59	01.01.	196 700	212 800	215 800	218 300	220 800	Eurostat
60 et plus - und mehr		01.01.	75 000	79 700	80 700	81 700	83 200	Eurostat
15 - 64		01.01.	268 000	281 100	284 100	287 200	290 900	Eurostat
L'emploi - Beschäftigung								
Emplois salariés - Total - sozialvers.pfl. Beschäftigte insg.	Emploi salarié intérieur	JD	183 400	209 991	219 713	231 454	245 400	Statec
Emplois salariés - Hommes - sozialvers.pfl. beschäftigte Männer			nd	nd	nd	nd	nd	
Emplois salariés - Femmes - sozialvers.pfl. beschäftigte Frauen			nd	nd	nd	nd	nd	
Emplois non salariés - Selbständige	Emploi indép. intérieur	JD	16 300	16 608	16 695	16 807	16 900	Statec / Eurostat
Emploi total (salariés + non salariés) - Erwerbstätige insg.	Emploi intérieur	JD	199 700	226 599	236 408	248 261	262 300	Statec / Eurostat
Emploi total (salariés + non salariés) - Hommes - Erwerbstätige - Männer			nd	nd	nd	nd	nd	
Emploi total (salariés + non salariés) - Femmes - Erwerbstätige - Frauen			nd	nd	nd	nd	nd	
Emploi total (salariés + non salariés) - Erwerbstätige insg.	Beschäftigte / Arbeitskräfteerhebung		164 600	169 000	170 600	176 100	180 500	Eurostat
Emploi total (salariés + non salariés) - Hommes - Erwerbstätige - Männer	Beschäftigte / Arbeitskräfteerhebung		103 800	105 800	106 700	107 400	109 400	Eurostat
Emploi total (salariés + non salariés) - Femmes - Erwerbstätige - Frauen	Beschäftigte / Arbeitskräfteerhebung		60 800	63 200	63 900	68 700	71 100	Eurostat
Taux d'emploi total - Erwerbstätigenquote insg. %	Beschäftigungsquote / Arbeitskräfteerhebung		62,0	60,3	60,5	61,8	62,9	Eurostat
Taux d'emploi - Hommes - Erwerbstätigenquote - Männer %	Beschäftigungsquote / Arbeitskräfteerhebung		76,8	74,8	75,1	74,7	75,2	Eurostat
Taux d'emploi - Femmes - Erwerbstätigenquote - Frauen %	Beschäftigungsquote / Arbeitskräfteerhebung		46,6	45,6	45,8	48,7	50,2	Eurostat
Taux d'emploi par groupe d'âge 50-64 ans - Erwerbstät. quote Altersgr. 50-64 Jahre %			nd	nd	nd	nd	nd	
Taux d'activité - Erwerbsquote insg. %	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung		53,6	51,2	51,3	52,4	53,4	Eurostat
Taux d'activité - Hommes - Erwerbsquote - Männer %	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung		68,7	64,7	64,6	64,3	nd	Eurostat
Taux d'activité - Femmes - Erwerbsquote - Frauen %	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung		39,1	38,1	38,5	40,7	nd	Eurostat
Taux d'activité par groupe d'âge 50-64 ans - Erwerbsquote Altersgr. 50-64 Jahre %	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung 55 - 64 Jahre		25,0	24,0	25,1	26,5	27,6	Eurostat
Actifs résidant sur le lieu de travail / Erwerbstätige am Wohnort	Emploi national	JD	164 500	170 400	173 700	178 300	183 200	Adem / Eurostat
Actifs ne résidant pas sur le lieu de travail / Erwerbstätige am Arbeitsort	Emploi intérieur + Fonctionnaires internationaux	JD	207 100	234 200	244 100	255 700	269 900	Adem / Eurostat
Nombre de frontaliers - Grenzgänger wohnhaft in		JD	700	700	700	700	700	Adem / Eurostat
PIB - BIP	in Millionen Euro / Ecu			14 729,8	15 468,6	16 641,1	18 061,5	Statec
Les demandeurs d'emploi - Arbeitsuchende								

Données socio-économiques pour Luxembourg Sozio-ökonomische Angaben für Luxemburg

	Intitulé - Erläuterungen	Date - Datum	1992	1997	1998	1999	2000	Sources - Quelle
Demandeurs d'emploi - Total - Arbeitsuchende insg.			nd	nd	nd	nd	nd	
Demandeurs d'emploi - Hommes - arbeitsuchende Männer			nd	nd	nd	nd	nd	
Demandeurs d'emploi - Femmes - arbeitsuchende Frauen			nd	nd	nd	nd	nd	
Les jeunes demandeurs d'emploi - Junge Arbeitsuchende								
Demandeurs d'emploi - Jeunes de moins de 20 ans - Jugendliche Arbeitsuchende unter 20 Jahren			nd	nd	nd	nd	nd	
Demandeurs d'emploi - Jeunes de moins de 26 ans - Junge Arbeitsuchende unter 26 Jahren			668	1 618	1 173	1 044	2 906	Statec
Les chômeurs - Arbeitslose								
Chômeurs - Total - Arbeitslose insg.	Arbeitskräfteerhebung		3 500	4 400	5 000	4 300	4 500	Eurostat
Chômeurs - Hommes - arbeitslose Männer	Arbeitskräfteerhebung		1 700	2 000	2 100	1 900	2 100	Eurostat
Chômeurs - Femmes - arbeitslose Frauen	Arbeitskräfteerhebung		1 800	2 400	2 800	2 400	2 400	Eurostat
Les jeunes chômeurs - Junge Arbeitslose								
Chômeurs - Jeunes de moins de 20 ans - jugendliche Arbeitslose unter 20 Jahren			nd	nd	nd	nd	nd	
Chômeurs - Jeunes de moins de 25 ans - junge Arbeitslose unter 25 Jahren			1 000	1 300	1 200	1 100	1 200	Eurostat
Les chômeurs handicapés - Schwerbehinderte Arbeitslose								
Chômeurs - Handicapés - schwerbehinderte Arbeitslose			nd	nd	nd	nd	nd	
Les chômeurs de longue durée - Langzeitarbeitslose								
Chômeurs de longue durée - Langzeitarbeitslose	mehr als 12 Monate / Arbeitskräfteerhebung		600	1 500	1 500	1 400	1 000	Eurostat
Taux de chômage - Arbeitslosenquote								
Taux de chômage - Total - Arbeitslosenquote insg. %	Arbeitskräfteerhebung		2,1	2,5	2,8	2,4	2,4	Eurostat
Taux de chômage - Hommes - Arbeitslosenquote Männer %	Arbeitskräfteerhebung		1,6	1,9	2	1,8	1,9	Eurostat
Taux de chômage - Femmes - Arbeitslosenquote Frauen %	Arbeitskräfteerhebung		2,8	3,7	4,2	3,3	3,2	Eurostat
Taux de chômage - Jeunes de moins de 20 ans - Arbeitslosenquote Jugendliche unter 20 Jahren %								
Taux de chômage - Jeunes de moins de 25 ans - Arbeitslosenquote Junge Erwachsene unter 25 Jahren %	Arbeitskräfteerhebung		3,8	7,3	6,9	6,7	7	Eurostat
Offres d'emploi collectées par agence nationale pour l'emploi - Offene Stellen Arbeitsamt								
Offres d'emploi - Total - Offene Stellen insg.		JD	159	931	1 443	1 530	1 364	Adem

JD = Jahresdurchschnitt - moyenne annuelle

nd = non disponible - nicht verfügbar

Données socio-économiques pour la Rhénanie-Palatinat
Sozio-ökonomische Angaben für Rheinland-Pfalz

	Intitulé - Erläuterungen	Date - Datum	1992	1997	1998	1999	2000	Sources - Quelle
La population - Bevölkerung								
Population - Bevölkerung		01.01.	3 821 000	4 001 000	4 018 000	4 025 000	4 030 800	Eurostat
dont par groupe d'âge - davon nach Altersgruppe								
0-19		01.01.	804 400	871 800	878 700	880 200	881 500	Eurostat
20-25	20 - 24	01.01.	286 400	215 000	210 100	209 500	210 700	Eurostat
26-59	25 - 59	01.01.	1 902 300	2 020 700	2 018 800	2 004 400	1 984 900	Eurostat
60 et plus - und mehr		01.01.	828 100	893 100	910 200	930 900	953 600	Eurostat
15 - unter 65		01.01.	2 603 900	2 676 300	2 686 400	2 689 000	2 683 400	Eurostat
L'emploi - Beschäftigung								
Emplois salariés - Total - sozialvers.pfl. Beschäftigte insg.		30.06.	1 213 360	1 157 574	1 159 331	1 170 560	1 191 312	LAA Rh-Pf-Saar
Emplois salariés - Hommes - sozialvers.pfl. beschäftigte Männer		30.06.	711 890	658 113	659 674	665 494	673 714	LAA Rh-Pf-Saar
Emplois salariés - Femmes - sozialvers.pfl. beschäftigte Frauen		30.06.	501 470	499 461	499 657	505 066	517 598	LAA Rh-Pf-Saar
Emplois non salariés - Selbständige	am Arbeitsort / VGR	JD	199 900	188 400	192 700	190 100	190 300	Berechnung
Emploi total (salariés + non salariés) - Erwerbstätige insg.	am Arbeitsort / VGR	JD	1 684 200	1 667 200	1 688 800	1 709 000	1 741 300	StatLA Rheinl.-Pfalz
Emploi total (salariés + non salariés) - Erwerbstätige insg.	am Wohnort / Mikrozensus	April (92: Mai)	1 730 000	1 690 000	1 730 000	1 757 000	1 809 000	Stat.Bundesamt
Emploi total (salariés + non salariés) - Hommes - Erwerbstätige - Männer	am Wohnort / Mikrozensus	April (92: Mai)	1 053 000	998 000	1 013 000	1 012 000	1 040 000	Stat.Bundesamt
Emploi total (salariés + non salariés) - Femmes - Erwerbstätige - Frauen	am Wohnort / Mikrozensus	April (92: Mai)	676 000	693 000	717 000	745 000	768 000	Stat.Bundesamt
Emploi total (salariés + non salariés) - Erwerbstätige insg.	Beschäftigte / Arbeitskräfteerhebung		1 725 600	1 688 100	1 734 000	1 759 100	1 798 500	Eurostat
Emploi total (salariés + non salariés) - Hommes - Erwerbstätige - Männer	Beschäftigte / Arbeitskräfteerhebung		1 038 400	993 500	1 011 600	1 009 600	1 030 300	Eurostat
Emploi total (salariés + non salariés) - Femmes - Erwerbstätige - Frauen	Beschäftigte / Arbeitskräfteerhebung		687 200	694 600	722 400	749 600	768 200	Eurostat
Taux de l'emploi total - Erwerbstätigenquote insg. % (Population active occupée / population totale âgée de 15 à 64 ans - Anteil der Erwerbstätigen an der Bevölkerung im Alter 15 bis unter 65 Jahren)	Beschäftigungsquote / Arbeitskräfteerhebung		67,0	63,8	64,7	65,6	66,8	Eurostat
Taux de l'emploi - Hommes - Erwerbstätigenquote - Männer %	Beschäftigungsquote / Arbeitskräfteerhebung		79,2	74,2	74,5	74,3	75,6	Eurostat
Taux de l'emploi - Femmes - Erwerbstätigenquote - Frauen %	Beschäftigungsquote / Arbeitskräfteerhebung		54,3	53,2	54,6	56,6	57,7	Eurostat
Taux de l'emploi par groupe d'âge 50 - 64 ans - Erwerbstät.Quote Altersgruppe 50 - 64 J. %								
Taux d'activité - Erwerbsquote insg. % (Population active totale / population totale - Anteil Erwerbspersonen* an Gesamtbevölkerung)	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung		56,8	54,8	55,2	55,8	56,8	Eurostat
Taux d'activité - Hommes - Erwerbsquote - Männer %	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung		70,7	66,9	66,4	66,3	nd	Eurostat
Taux d'activité - Femmes - Erwerbsquote - Frauen %	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung		43,9	43,6	44,6	46,0	nd	Eurostat
Taux d'activité par groupe d'âge 50 - 64 ans - Erwerbsquote Altersgruppe 50 - 64 Jahre %	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung 55 - 64 Jahre		41,6	41,4	41,2	38,9	39,8	Eurostat
Actifs résidant sur le lieu de travail / Erwerbstätige am Wohnort	Sozialvers.pfl. Besch. am Wohnort	30.06.	1 326 096	1 268 885	1 273 843	1 288 130	1 317 602	LAA Rh-Pf-Saar
Actifs ne résidant pas sur le lieu de travail / Erwerbstätige am Arbeitsort	Sozialvers.pfl. Besch. am Arbeitsort	30.06.	1 213 360	1 157 574	1 159 331	1 170 560	1 191 312	LAA Rh-Pf-Saar
Nombre de frontaliers - Grenzgänger wohnhaft in			nd	nd	11 458	nd	12 684	EURES / Stat. Ämter der Großregion
PIB - BIP		in Mill. Euro / Ecu	nd	83 029,0	85 295,5	nd	nd	Eurostat
Les demandeurs d'emploi - Arbeitsuchende								

Données socio-économiques pour la Rhénanie-Palatinat Sozio-ökonomische Angaben für Rheinland-Pfalz

	Intitulé - Erläuterungen	Date - Datum	1992	1997	1998	1999	2000	Sources - Quelle
Demandeurs d'emploi - Total - Arbeitsuchende insg.		JD	131 705	201 604	189 998	182 484	170 352	LAA Rh-Pf-Saar
Demandeurs d'emploi - Hommes - arbeitsuchende Männer		JD	71 860	116 755	106 962	100 185	91 779	LAA Rh-Pf-Saar
Demandeurs d'emploi - Femmes - arbeitsuchende Frauen		JD	59 845	84 848	83 036	82 299	78 273	LAA Rh-Pf-Saar
Les jeunes demandeurs d'emploi - Junge Arbeitsuchende								
Demandeurs d'emploi - Jeunes de moins de 20 ans - Jugendliche Arbeitsuchende unter 20 Jahren		JD	nd	nd	nd	6 103	5 937	LAA Rh-Pf-Saar
Demandeurs d'emploi - Jeunes de moins de 25 ans - Junge Arbeitsuchende unter 25 Jahren		JD	nd	nd	nd	23 275	21 853	LAA Rh-Pf-Saar
Les chômeurs - Arbeitslose								
Chômeurs - Total - Arbeitslose insg.	Arbeitskräfteerhebung		63 300	131 700	130 700	119 400	110 600	Eurostat
Chômeurs - Hommes - arbeitslose Männer	Arbeitskräfteerhebung		32 700	77 900	77 000	68 800	62 800	Eurostat
Chômeurs - Femmes - arbeitslose Frauen	Arbeitskräfteerhebung		30 600	53 600	53 400	50 000	46 900	Eurostat
Les jeunes chômeurs - Junge Arbeitslose								
Chômeurs - Jeunes de moins de 20 ans - jugendliche Arbeitslose unter 20 Jahren		JD	3 727	5 315	5 039	4 672	4 669	LAA Rh-Pf-Saar
Chômeurs - Jeunes de moins de 25 ans - junge Arbeitslose unter 25 Jahren	Arbeitskräfteerhebung		11 200	19 900	18 700	17 500	17 300	Eurostat
Les chômeurs handicapés - Schwerbehinderte Arbeitslose								
Chômeurs - Handicapés - schwerbehinderte Arbeitslose		JD	6 454	9 818	9 500	9 018	8 294	LAA Rh-Pf-Saar
Les chômeurs de longue durée - Langzeitarbeitslose								
Chômeurs de longue durée - toutes catégories - Langzeitarbeitslose	mehr als 12 Monate / Arbeitskräfteerhebung		19 800	59 900	70 500	62 500	54 500	Eurostat
Taux de chômage - Arbeitslosenquote								
Taux de chômage - Total - Arbeitslosenquote insg. %	Arbeitskräfteerhebung		3,5	7,2	7,0	6,4	5,8	Eurostat
Taux de chômage - Hommes - Arbeitslosenquote Männer %	Arbeitskräfteerhebung		3	7,2	7,1	6,4	5,7	Eurostat
Taux de chômage - Femmes - Arbeitslosenquote Frauen %	Arbeitskräfteerhebung		4,2	7,1	6,9	6,3	5,8	Eurostat
Taux de chômage - Jeunes de moins de 20 ans - Arbeitslosenquote Jugendliche unter 20 Jahren %	bezogen auf die abh. zivilen Erwerbspersonen*	JD	4,9	8,9	8,5	7,7	6,3	LAA Rh-Pf-Saar
Taux de chômage - Jeunes de moins de 25 ans - Arbeitslosenquote Junge Erwachsene unter 25 Jahren %	Arbeitskräfteerhebung		4,2	9,7	9,3	8,5	8,1	Eurostat
Offres d'emploi collectées par l'agence nationale pour l'emploi - Offene Stellen Arbeitsamt								
Offres d'emploi - Total - Offene Stellen insg.		JD	20 321	24 137	27 279	29 696	31 146	LAA Rh-Pf-Saar

JD = Jahresdurchschnitt - moyenne annuelle

nd = non disponible - nicht verfügbar

* abhängige zivile Erwerbspersonen (sozialversicherungspfl. und geringfügig Beschäftigte, Beamte sowie Arbeitslose)

Données socio-économiques pour la Wallonie

Sozio-ökonomische Angaben für die Wallonie

	Intitulé - Erläuterungen	Date - Datum	1992	1997	1998	1999	2 000	Sources - Quelle
La population - Bevölkerung								
Population total - Bevölkerung insg.		01.01.	3 276 000	3 321 000	3 327 000	3 333 000	3 339 500	Eurostat
dont par groupe d'âge - davon nach Altersgruppe								Eurostat
0 - 19		01.01.	832 800	824 400	824 700	825 500	826 200	Eurostat
20 - 24		01.01.	233 800	218 800	212 300	207 300	204 700	Eurostat
25 - 59		01.01.	1 512 300	1 563 000	1 573 600	1 581 100	1 588 200	Eurostat
60 et plus - und mehr		01.01.	697 000	714 600	716 100	718 600	720 500	Eurostat
15 à 64 ans		01.01.	2 153 200	2 153 200	2 152 900	2 154 300	2 158 200	Eurostat
L'emploi - Beschäftigung								
Emplois salariés - Total - sozialvers.pfl. Beschäftigte insg.	Salariés	30.06.	805 808	805 753	818 577	nd	nd	Ministère fédéral de l'emploi et du travail
Emplois salariés - Hommes - sozialvers.pfl. beschäftigte Männer	Salariés	30.06.	470 556	451 070	456 620	nd	nd	Ministère fédéral de l'emploi et du travail
Emplois salariés - Femmes - sozialvers.pfl. beschäftigte Frauen	Salariés	30.06.	335 252	354 683	361 957	nd	nd	Ministère fédéral de l'emploi et du travail
Emplois non salariés - Selbständige	Non Salariés	30.06.	214 835	215 126	212 884	nd	nd	Ministère fédéral de l'emploi et du travail
Emploi total (salariés + non salariés) - Erwerbstätige insg.	Beschäftigte / Arbeitskräfteerhebung		1 140 600	1 147 600	1 153 300	1 198 700	1 234 000	Eurostat
Emploi total (salariés + non salariés) - Hommes - Erwerbstätige - Männer	Beschäftigte / Arbeitskräfteerhebung		686 100	683 000	686 700	713 000	726 100	Eurostat
Emploi total (salariés + non salariés) - Femmes - Erwerbstätige - Frauen	Beschäftigte / Arbeitskräfteerhebung		454 600	464 600	466 700	485 700	507 900	Eurostat
Taux d'emploi - Erwerbstätigenquote insg. % (Population active occupée / population totale âgée de 15 à 64 ans - Anteil der Erwerbstätigen an der Bevölkerung im Alter 15 bis unter 64 Jahren)	Beschäftigungsquote / Arbeitskräfteerhebung		53,3	53,3	53,6	55,6	57,2	Eurostat
Taux de l'emploi - Hommes - Erwerbstätigenquote - Männer %	Beschäftigungsquote / Arbeitskräfteerhebung		64,4	63,4	63,7	66,1	67,2	Eurostat
Taux de l'emploi - Femmes - Erwerbstätigenquote - Frauen %	Beschäftigungsquote / Arbeitskräfteerhebung		42,3	43,2	43,4	45,2	47,1	Eurostat
Taux de l'emploi par groupe d'âge 50 - 64 ans - Erwerbstät. quote Altersgruppe 50 - 64 J. %	Taux d'emploi 50-64 ans		nd	nd	nd	nd	nd	
Taux d'activité - Erwerbsquote insg. % (Population active totale / population totale - Anteil Erwerbspersonen* an Gesamtbevölkerung)	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung		47,9	49,2	49,6	50,4	50,3	Eurostat
Taux d'activité - Hommes - Erwerbsquote - Männer %	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung		58,9	59,5	59,8	60,6	nd	Eurostat
Taux d'activité - Femmes - Erwerbsquote - Frauen %	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung		37,9	39,8	40,1	41,0	nd	Eurostat
Taux d'activité par groupe d'âge 50 - 64 ans - Erwerbsquote Altersgruppe 50 - 64 J. %	Erwerbsquote / Arbeitskräfteerhebung 55 - 64 Jahre		21,2	23,0	23,6	26,9	25,6	Eurostat
Actifs résidant sur le lieu de travail / Erwerbstätige am Wohnort	Actifs occupés sur le lieu de résidence	30.06.	685 582	670 425	675 011	nd	nd	Ministère fédéral de l'emploi et du travail
Actifs ne résidant pas sur le lieu de travail / Erwerbstätige am Arbeitsort	Actifs occupés sur le lieu de travail	30.06.	601 856	583 367	588 287	nd	nd	Ministère fédéral de l'emploi et du travail
Nombre de frontaliers - Grenzgänger wohnhaft in	Nombre de "frontaliers" (y compris les personnes rentrant et sortant des deux autres Régions du pays)		nd	nd	nd	nd	25 129	EURES / Stat. Ämter der Großregion

Données socio-économiques pour la Wallonie

Sozio-ökonomische Angaben für die Wallonie

PIB - BIP	Intitulé - Erläuterungen in Mill. Euro / Ecu	Date - Datum	1992 nd	1997 55 520	1998 57 652	1999 nd	2 000 nd	Sources - Quelle Eurostat
Les demadeurs d'emploi - Arbeitssuchende								
Demands d'emploi - Total - Arbeitssuchende insg.	Demands d'emploi (occupés + inoccupés) - Total	moyenne annuelle	283 543	291 795	292 334	289 776	nd	Office national de l'emploi et Forem
Demands d'emploi - Hommes - arbeitssuchende Männer	Demands d'emploi (occupés + inoccupés) - Hommes	moyenne annuelle	104 806	123 681	122 621	121 261	nd	Office national de l'emploi et Forem
Demands d'emploi - Femmes - arbeitssuchende Frauen	Demands d'emploi (occupés + inoccupés) - Femmes	moyenne annuelle	178 738	168 114	169 714	168 515	nd	Office national de l'emploi et Forem
Les jeunes demands d'emploi - Junge Arbeitssuchende								
Demands d'emploi - Jeunes de moins de 20 ans - Jugendliche Arbeitssuchende unter 20 Jahren	Demands d'emploi moins de 20 ans	moyenne annuelle	11 237	9 487	10 035	10 251	nd	Forem
Demands d'emploi - Jeunes de moins de 25 ans - Junge Arbeitssuchende unter 25 Jahren	Demands d'emploi moins de 25 ans	moyenne annuelle	53 162	56 891	53 628	50 471	nd	Forem
Les chômeurs - Arbeitslose								
Chômeurs - Total - Arbeitslose insg.	Arbeitskräfteerhebung		120 900	165 100	183 300	182 500	146 300	Eurostat
Chômeurs - Hommes - arbeitslose Männer	Arbeitskräfteerhebung		53 200	78 600	88 300	91 200	67 500	Eurostat
Chômeurs - Femmes - arbeitslose Frauen	Arbeitskräfteerhebung		67 700	86 700	95 400	91 100	78 600	Eurostat
Les jeunes chômeurs - Junge Arbeitslose								
Chômeurs - Jeunes de moins de 20 ans - jugendliche Arbeitslose unter 20 Jahren	Chômeurs de moins de 20 ans		nd	nd	nd	nd	nd	
Chômeurs - Jeunes de moins de 25 ans - junge Arbeitslose unter 25 Jahren	Arbeitskräfteerhebung		32 100	40 500	42 300	48 000	37 300	Eurostat
Les chômeurs handicapés - Schwerbehinderte Arbeitslose								
Chômeurs - Handicapés - schwerbehinderte Arbeitslose	Chômeurs handicapés		nd	nd	nd	nd	nd	
Les chômeurs de longue durée - Langzeitarbeitslose								
Chômeurs de longue durée - Langzeitarbeitslose	mehr als 12 Monate / Arbeitskräfteerhebung		76 400	105 600	118 700	118 800	89 300	Eurostat
Taux de chômage - Arbeitslosenquote								
Taux de chômage - Total - Arbeitslosenquote insg.%	Arbeitskräfteerhebung		9,5	12,4	13,7	13,3	10,7	Eurostat
Taux de chômage - Hommes - Arbeitslosenquote Männer %	Arbeitskräfteerhebung		7,2	10,2	11,4	11,6	8,6	Eurostat
Taux de chômage - Femmes - Arbeitslosenquote Frauen %	Arbeitskräfteerhebung		12,9	15,5	16,9	15,7	13,5	Eurostat
Taux de chômage - Jeunes de moins de 20 ans - Arbeitslosenquote Jugendliche unter 20 Jahren %	taux de chômage des jeunes de moins de 20 ans		nd	nd	nd	nd	nd	
Taux de chômage - Jeunes de moins de 25 ans - Arbeitslosenquote Junge Erwachsene unter 25 Jahren %	Arbeitskräfteerhebung		21,3	31,5	32,0	37,4	26,7	Eurostat
Offres d'emploi collectées par l'agence nationale pour l'emploi - Offene Stellen Arbeitsamt								
Offres d'emploi - Total - Offene Stellen insg.	Offres d'emploi collectée par le Forem	moyenne annuelle	39 371	44 966	50 804	54 387	nd	Forem

nd = non disponible - nicht verfügbar

Données socio-économiques pour la Communauté germanophone de Belgique
Sozio-ökonomische Angaben für die Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens

	Intitulé - Erläuterungen	Date - Datum	1992	1997	1998	1999	2000	Sources - Quelle
PIB - BIP								
Les demandeurs d'emploi - Arbeitsuchende								
	Demandeurs d'emploi (occupés + inoccupés) - Total - Arbeitsuchende insg.	Jahresschnitt			2 311	2 173	nd	ADG
	Demandeurs d'emploi - Hommes - arbeitsuchende Männer	Jahresschnitt			781	720	nd	ADG
	Demandeurs d'emploi - Femmes - arbeitsuchende Frauen	Jahresschnitt			1 531	1 453	nd	ADG
Les jeunes demandeurs d'emploi - Junge Arbeitsuchende								
	Jugendliche Arbeitsuchende unter 20 Jahren	Jahresschnitt				102	nd	ADG
	Junge Arbeitsuchende unter 25 Jahren	Jahresschnitt				433	nd	ADG
Les chômeurs - Arbeitslose								
	Chômeurs - Total - Arbeitslose insg.	Jahresschnitt	1 880	1 784	1 616	1 517	nd	ADG
	Chômeurs - Hommes - arbeitslose Männer	Jahresschnitt	690	701	637	592	nd	ADG
	Chômeurs - Femmes - arbeitslose Frauen	Jahresschnitt	1 190	1 083	979	925		ADG
Les jeunes chômeurs - Junge Arbeitslose								
	Chômeurs - Jeunes de moins de 20 ans - jugendliche Arbeitslose unter 20 Jahren	Jahresschnitt				83	nd	ADG
	Chômeurs - Jeunes de moins de 25 ans - junge Arbeitslose unter 25 Jahren	Jahresschnitt	366	359	324	304	nd	ADG
Les chômeurs handicapés - Schwerbehinderte Arbeitslose								
	Chômeurs - Handicapés - schwerbehinderte Arbeitslose							
Les chômeurs de longue durée - Langzeitarbeitslose								
	Chômeurs de longue durée - Langzeitarbeitslose	Jahresschnitt	957	753	692	560	nd	ADG
Taux de chômage - Arbeitslosenquote								
	Taux de chômage - Total - Arbeitslosenquote insg.	Jahresschnitt	6,3%	6,0%	5,4%	5,1%	nd	ADG / SES
	Taux de chômage - Hommes - Arbeitslosenquote Männer	Jahresschnitt	3,8%	3,9%	3,5%	3,3%	nd	ADG / SES
	Taux de chômage - Femmes - Arbeitslosenquote Frauen	Jahresschnitt	10,2%	9,3%	8,4%	7,9%		ADG / SES
	Taux de chômage - Jeunes de moins de 20 ans - Arbeitslosenquote Jugendliche unter 20 Jahren							
	Taux de chômage - Jeunes de moins de 25 ans - Arbeitslosenquote Junge Erwachsene unter 25 Jahren	Jahresschnitt	9,5%	9,3%	8,4%	7,9%	nd	ADG / SES
Offres d'emploi collectée par agence nationale pour l'emploi - Offene Stellen Arbeitsamt								
	Offres d'emploi - Total - Offene Stellen insg.	Jahressumme	983	1 339	1 466	1 515	nd	ADG

Anmerkungen :

(1) die Kategorien in der Selbständigenstatistik wurden 1994 geändert, so dass keine vergleichbaren Werte für 1992 vorliegen

nd = non disponible - *nicht verfügbar*

INS = Landesinstitut für Statistik

ADG = Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft

LSS = Landesamt für Sozialversicherung

INASTI = Landesinstitut der Selbständigenversicherungen

SES = Statistikdienst der Wallonischen Region

In bezug auf Beschäftigung und Arbeitslosigkeit sind die Werte der Deutschsprachigen Gemeinschaft in denjenigen der Wallonischen Region enthalten.

Beschäftigte nach Wirtschaftsbereichen/actifs par secteur d'activité (in Tausend/en milliers)		Erzeugnisse der Landwirtschaft, der Forstwirtschaft und der Fischerei / Agriculture, Sylviculture et pêche			Industrie/Industrie			Dienstleistungen/Services			Insgesamt/Ensemble		
		Insgesamt/ Ensemble	Männer/Ho mmes	Frauen/Fe mmes	Insgesamt/ Ensemble	Männer/Ho mmes	Frauen/Fe mmes	Insgesamt/ Ensemble	Männer/Ho mmes	Frauen/Fe mmes	Insgesamt/ Ensemble	Männer/Ho mmes	Frauen/Fe mmes
Saarland/ Sarre	2000	3,8	2,3	1,5	149,2	121,3	27,9	290,3	131,1	159,2	443,3	254,7	188,6
	1999	3,9	2,3	1,7	151,7	121,1	30,6	280,5	128,6	151,9	436,1	251,9	184,2
	1998	4,8	3	1,8	148,1	116,5	31,7	271,4	129,3	142	424,3	248,8	175,5
	1997	4,2	2,5	1,7	124,8	103,4	21,4	283	138	145	412	243,9	168,1
	1992	4,4	3,1	1,2	174,2	147,8	26,4	257,5	119	138,6	436,1	269,9	166,2
Lothringen/ Lorraine	2000	26,7	20,5	6,2	310,6	251,8	58,8	604	275	329	941,3	547,3	394
	1999	26,1	18,5	7,7	281,4	227,3	54,1	566	255,3	310,7	873,9	501,5	372,4
	1998	25,2	18,2	6,9	276,5	218	58,5	573,5	256,2	317,3	875,2	492,4	382,8
	1997	23	16,8	6,2	252,9	201,6	51,3	537,9	244,5	293,4	813,8	462,9	350,8
	1992	40,5	27	13,5	299,9	225,3	74,6	479,8	231,8	248,1	822	485,3	336,8
Luxemburg/ Luxembourg	2000	4,5	3,4	1,1	37,5	33	4,5	138,5	73	65,5	180,5	109,4	71,1
	1999	3,4	2,4	1	38,6	33,8	4,8	133,4	70,7	62,7	176,1	107,4	68,7
	1998	5	3,9	1,1	36,7	32,4	4,3	128,2	69,9	58,3	170,6	106,7	63,9
	1997	4	3,2	0,8	39,4	35,2	4,2	125,4	67,2	58,3	169	105,8	63,2
	1992	10,3	6,8	3,5	47,1	41	6,1	107,1	56	51,2	164,6	103,8	60,8
Rheinland-Pfalz/ Rhénanie/Palatinat	2000	53,8	37,1	16,7	633,8	489,6	144,2	1110,9	503,6	607,3	1798,5	1030,3	768,2
	1999	43,4	27,4	16	637,8	493,2	144,6	1078	489	589	1759,1	1009,6	749,6
	1998	52,1	33,2	18,9	626,5	490,5	136	1055,5	488	567,5	1734	1011,6	722,4
	1997	47,8	31,6	16,2	604,9	472,1	132,8	1035,4	489,7	545,6	1688,1	993,5	694,6
	1992	60,6	37,7	22,9	684,8	522,3	162,5	980,2	478,4	501,8	1725,6	1038,4	687,2
Wallonie/ Wallonie	2000	25,8	19,7	6,1	298,1	255,8	42,3	910,1	450,6	459,5	1234	726,1	507,9
	1999	34,1	23,8	10,4	295,7	254,4	41,3	868,8	434,8	434	1198,7	713	485,7
	1998	29,8	21,9	7,9	282,4	239,7	42,7	841,2	425,1	416,1	1153,3	686,7	466,7
	1997	33	24	9	281,2	238,3	42,9	833,4	420,7	412,7	1147,6	683	464,6
	1992	36,9	24	12,9	315,1	265	50,2	788,6	397,1	391,5	1140,6	686,1	454,6
Großregion/ Grande Région	2000	114,6	83	31,6	1429,2	1151,5	277,7	3053,8	1433,3	1620,5	4597,6	2667,8	1929,8
	1999	110,9	74,4	36,8	1405,2	1129,8	275,4	2926,7	1378,4	1548,3	4443,9	2583,4	1860,6
	1998	116,9	80,2	36,6	1370,2	1097,1	273,2	2869,8	1368,5	1501,2	4357,4	2546,2	1811,3
	1997	112	78,1	33,9	1303,2	1050,6	252,6	2815,1	1360,1	1455	4230,5	2489,1	1741,3
	1992	152,7	98,6	54	1521,1	1201,4	319,8	2613,2	1282,3	1331,2	4288,9	2583,5	1705,6

Quelle/Source : Eurostat - Stichprobenerhebung der Gemeinschaft über Arbeitskräfte und eigene Berechnungen/Enquête communautaire sur les forces de travail